

VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME!

RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL AU XIV^e CONGRÈS DU P.C. (b) DE L'U.R.S.S. Staline

I. La situation internationale

Camarades, au cours de ces deux dernières semaines, vous avez eu l'occasion d'entendre toute une série de rapports très détaillés sur l'activité du Comité central pendant la période comprise entre le 13^e et 14^e congrès, rapports présentés par un certain nombre de membres du Comité central et du Bureau politique. Il est inutile de recommencer ici ces rapports. C'est pourquoi je me bornerai à ne traiter que quelques questions se rapportant à l'activité du Comité central de notre parti pendant la période comprise entre le 13^e et le 14^e congrès.

Comme c'est l'habitude, je commencerai par la situation politique extérieure.

Ce qu'il y a de nouveau et de fondamental dans nos relations politiques extérieures est le fait qu'un certain équilibre a été établi entre notre pays de construction socialiste et les pays du monde capitaliste, équilibre qui a déterminé la période actuelle de la « collaboration pacifique » entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes.

Ce que nous considérons comme une courte trêve après la guerre est devenu une longue période. En d'autres termes, les capitalistes ne sont déjà plus assez forts pour abattre notre pays. Il en résulte un certain équilibre des forces et une certaine période de « coexistence pacifique » de la bourgeoisie et du prolétariat. La base en est, d'une part, la faiblesse et l'impuissance du capitalisme mondial et surtout la croissance du mouvement ouvrier révolutionnaire, et, d'autre part, la croissance de nos forces.

A quoi faut-il attribuer cette faiblesse du monde capitaliste? Cette faiblesse s'explique par les difficultés, insurmontables pour le capitalisme, qui dominent toute la situation internationale actuelle. Ces difficultés ne pourront être surmontées qu'au cours du développement de la révolution prolétarienne dans les pays d'Occident.

Quelles sont ces difficultés? On peut les diviser en cinq groupes :
Le premier groupe comprend les conflits entre le prolétariat et la bourgeoisie dans les pays capitalistes.

Le deuxième groupe comprend les conflits entre l'impérialisme et le mouvement de libération des colonies.

Le troisième groupe comprend les conflits entre les Etats vainqueurs dans la guerre impérialiste et les Etats vaincus. Le quatrième groupe embrasse les conflits entre les Etats vainqueurs eux-mêmes.

Le cinquième groupe comprend les conflits entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes.

C'est dans le cadre de ces cinq groupes fondamentaux de conflits que se poursuit le développement de notre politique extérieure.

Si l'on ne comprend pas la nature et le développement de ces conflits, il est impossible de comprendre la situation politique extérieure actuelle de notre pays.

LA STABILISATION DU CAPITALISME

Nous commençons donc par les conflits du premier groupe, ceux entre la bourgeoisie et le prolétariat au sein des pays capitalistes. Nous pouvons résumer comme suit les faits fondamentaux qui s'y rapportent :

Premièrement, le capitalisme sort ou est déjà sorti de cette anarchie de la production, du commerce et des finances où il était plongé depuis la fin de la guerre. Notre parti a désigné ce fait comme une stabilisation partielle provisoire du capitalisme.

Cela signifie que la production et le commerce des pays capitalistes, après une effroyable décadence pendant la période d'après-guerre, ont commencé à se relever et que la puissance politique de la bourgeoisie s'est plus ou moins affermie.

Voici quelques chiffres concernant le développement économique de l'Europe :

Dans tous les pays avancés d'Europe, la production indique, par rapport à 1919, une tendance ascendante et arrive à 80-90 % du niveau de la période d'avant-guerre ou reste au même niveau.

Seule, l'Angleterre ne s'est pas encore relevée dans certaines branches industrielles. Si l'on considère l'Europe dans son ensemble, le commerce et l'industrie sont en progression, sans avoir d'ailleurs atteint encore le niveau d'avant-guerre.

En ce qui concerne la *production du blé*, elle a atteint en Angleterre 80-85 %, en France 83 %, en Allemagne 68 % de celle d'avant-guerre. La production du blé se développe très lentement en Allemagne. En France, elle reste stationnaire, en Angleterre, elle diminue. Ces lacunes doivent être comblées par l'exportation du blé américain.

La *production du charbon* atteint, en Angleterre 90 %, en France 107 %, en Allemagne 93 % du niveau d'avant-guerre.

La *production de l'acier* représente, en Angleterre 98 %, en France 102 %, en Allemagne 78 % des chiffres d'avant-guerre.

Quant à la *consommation du coton*, elle représente pour l'Angleterre 82 %, pour la France 83 %, pour l'Allemagne 81 % du niveau d'avant-guerre.

Le *commerce extérieur*, en Angleterre, se solde par un passif et atteint 94 % des chiffres d'avant-guerre. En Allemagne, la balance du commerce extérieur est un peu supérieure à celle de 1919, mais elle est encore passive. En France, le commerce extérieur s'élève à 102 % du niveau d'avant-guerre.

L'ensemble du commerce européen, qui s'élevait en 1921 à 63 %, atteint, en 1925, 82 % du niveau d'avant-guerre.

Le budget de ces Etats est maintenu en équilibre avec beaucoup de peine et d'efforts, au prix d'effroyables charges fiscales pesant sur l'ensemble de la population. Il y a bien encore dans quelques pays des fluctuations du change, mais en général le chaos précédent n'existe plus.

En général, l'économie européenne se rétablit de sa crise d'après-guerre; le commerce et l'industrie s'acheminent vers le niveau d'avant-guerre. Un pays européen, la France, a déjà dépassé le niveau d'avant-guerre de sa production et de son commerce; un autre pays, l'Angleterre, se trouve à peu près au même niveau.

Deuxièmement, après la période de poussée révolutionnaire provoquée par la crise d'après-guerre en Europe, nous assistons actuellement à une période de reflux de la vague révolutionnaire. Ce qui signifie que la question de la conquête immédiate du pouvoir par

le prolétariat n'est pas actuellement à l'ordre du jour en Europe. Nous sommes actuellement dans une période de regroupement des forces prolétariennes.

Au cours de cette période, nous avons remporté des succès dans la création de nouvelles formes de mouvement prolétarien, dans le domaine de la lutte pour l'unité syndicale (établissement et consolidation de la liaison entre le mouvement ouvrier d'Occident et celui de l'Union Soviétique, évolution du mouvement anglais vers la gauche, décadence de l'Internationale d'Amsterdam, etc.). Je le répète, nous traversons une période de regroupement des forces prolétariennes, période qui est d'une importance considérable pour les actions révolutionnaires futures.

C'est une période où le mot d'ordre du mouvement communiste est de conquérir les organisations prolétariennes de masse (syndicats, etc.) et d'en déloger les leaders social-démocrates, comme c'était le cas chez nous en 1911-1912.

Troisièmement, le centre de la puissance dans le monde capitaliste, le centre de l'exploitation financière du monde entier s'est transféré d'Europe en Amérique. Auparavant, le centre de l'exploitation financière du monde se trouvait en France, en Allemagne et en Angleterre. Aujourd'hui, il est aux Etats-Unis. Ce pays se développe à tous les points de vue, tant au point de vue de la production que du commerce et de l'accumulation de capital.

Ainsi la production de blé des Etats-Unis atteint aujourd'hui 104 % du niveau d'avant-guerre. La production du charbon s'élève à 90 %, mais la différence est compensée par une énorme augmentation de la production du naphthe. Nous devons ajouter que la production du naphthe de l'Amérique du Nord représente 70 % de la production mondiale. La production de l'acier de l'Amérique s'est élevée à 147 % du niveau d'avant-guerre, son revenu national dépasse de 30 % celui d'avant-guerre et son commerce extérieur, avec 143 % des

chiffres d'avant-guerre, se solde par un actif formidable aux dépens des pays européens.

Des 9 milliards de dollars formant la réserve totale d'or du monde, 5 milliards se trouvent en Amérique. Le dollar est la monnaie la plus stable du monde. En ce qui concerne l'exportation des capitaux, l'Amérique est actuellement le seul pays qui puisse exporter des capitaux constamment et dans une proportion croissante. La France et l'Allemagne en exportent très peu et l'Angleterre s'est aussi beaucoup limitée.

Quatrièmement, cette stabilisation passagère du capitalisme européen a été obtenue principalement à l'aide du capital américain et au prix de l'asservissement financier de l'Europe à l'Amérique. Pour le prouver, il suffit de citer les dettes des Etats européens à l'Amérique : elles n'atteignent pas moins de 26 milliards de roubles. Et je ne parle pas des dettes privées, c'est-à-dire des dépôts américains dans les entreprises européennes, qui s'élèvent aussi à plusieurs milliards.

Que signifie cela?

Cela signifie que l'Europe, grâce aux apports du capital américain (et aussi anglais), commence à se relever plus ou moins. Mais à quel prix ? Au prix de son assujettissement financier à l'Amérique !

Cinquièmement, c'est pourquoi l'Europe, pour pouvoir payer les intérêts et le principal de sa dette, est obligée d'augmenter les charges fiscales de la population et d'aggraver encore la situation de la classe ouvrière. Le remboursement des dettes et le paiement des intérêts n'ont pas encore commencé, et déjà, en Angleterre, par exemple, les charges fiscales atteignent, par rapport à l'ensemble des revenus nationaux, 23 % (1924) au lieu de 11 % (en 1913). En France, les charges fiscales se sont élevées de 13 % du revenu national à 21 %. Il est superflu de dire que les charges fiscales

augmenteront encore plus dans l'avenir, ce qui aura pour résultat d'aggraver encore la situation des travailleurs d'Europe et de révolutionner la classe ouvrière. On constate déjà des symptômes de ce nouveau processus tant en Angleterre que dans les autres pays de l'Europe.

Ce sont là les faits fondamentaux qui démontrent la fragilité de la stabilisation temporaire du capitalisme européen. Il est très possible que la production et le commerce en Europe atteignent même le niveau du temps de paix, mais cela ne signifie pas que le capitalisme aura par là atteint sa stabilité d'avant-guerre. Une telle stabilité ne peut plus être réalisée.

Pourquoi ?

D'abord, parce que l'Europe a acheté une stabilisation momentanée au prix de sa sujétion financière à l'Amérique, ce qui conduit inévitablement à une aggravation de la situation des ouvriers et à la révolution dans les pays européens. Il y a ensuite d'autres raisons que je développerai plus tard.

La conclusion générale de tout ce qui précède est que le groupe des Etats les plus importants exploitant le monde au point de vue financier a rétrogradé comparativement à la période d'avant-guerre. Auparavant, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et, en partie, l'Amérique étaient les plus importants Etats exploiters. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis d'Amérique et, en partie, leur complice, l'Angleterre, qui constituent les plus importants exploiters financiers du monde et, par suite, ses créanciers principaux.

Cela ne signifie pas encore que l'Europe se soit transformée en colonie. Les pays européens poursuivent l'exploitation de leurs « propres » colonies, mais ils sont eux-mêmes tombés sous la dépendance financière de l'Amérique. A ce point de vue, le cercle

des grands Etats qui exploitent financièrement le monde s'est réduit au minimum. C'est là une des causes de l'instabilité et de la faiblesse de la stabilisation actuelle du capitalisme européen.

L'IMPERIALISME, LES COLONIES ET DEMI-COLONIES

Passons maintenant au deuxième groupe de conflits, aux conflits entre les pays impérialistes et les pays coloniaux.

Les faits fondamentaux de ce groupe de conflits sont : le développement de l'industrie et la croissance du mouvement révolutionnaire dans ces pays, et surtout la crise de la domination mondiale de l'impérialisme; la guerre de libération de l'Inde et de l'Égypte contre l'impérialisme anglais; la guerre de libération de la Syrie et du Maroc contre l'impérialisme français; la guerre de libération de la Chine contre l'impérialisme anglo-américano-japonais; la croissance du mouvement ouvrier aux Indes, en Chine et le rôle grandissant de la classe ouvrière de ces pays dans le mouvement révolutionnaire mondial.

Il en résulte que les grandes puissances sont menacées de perdre leur base la plus importante, leurs colonies. C'est pourquoi la stabilisation du capitalisme est fortement compromise, car le mouvement révolutionnaire des peuples opprimés se développe continuellement et commence à prendre la forme d'une guerre ouverte contre l'impérialisme (Maroc, Syrie, Chine).

Les journalistes bourgeois prétendent que les bolcheviks sont responsables du développement du mouvement de libération dans les colonies. Cette accusation nous fait par trop d'honneur. Malheureusement, nous ne sommes pas encore assez forts pour pouvoir soutenir ouvertement tous les coloniaux dans leur lutte pour leur libération.

Mais les causes de ce mouvement sont beaucoup plus profondes.

Elles résident, entre autres, dans le fait que les Etats européens, pour pouvoir payer les intérêts de leurs dettes à l'Amérique, sont obligés d'aggraver encore l'exploitation des colonies et des pays semi-coloniaux. Mais cela ne peut conduire qu'à l'aggravation de la crise et à la croissance du mouvement révolutionnaire dans ces pays.

Tout indique que, sur ce terrain, l'impérialisme mondial est en mauvaise posture. Si, en Europe, le capitalisme s'est partiellement stabilisé, et si la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat ne se pose pas directement, dans les colonies, la crise a atteint son point culminant et l'expulsion des impérialistes est à l'ordre du jour.

VAINQUEURS ET VAINCUS

Nous en arrivons maintenant au troisième groupe de conflits, ceux qui existent entre les Etats vainqueurs et les Etats vaincus.

Les faits fondamentaux, sous ce rapport, sont les suivants:

Premièrement, l'Europe, après la paix de Versailles, s'est divisée en deux camps : celui des Etats vainqueurs (l'Entente, plus l'Amérique) et celui des Etats vaincus (Allemagne, Autriche, etc.).

Deuxièmement, il faut signaler le fait que les Etats vainqueurs, qui avaient essayé auparavant d'étrangler les pays vaincus au moyen de l'occupation (Ruhr), ont renoncé à suivre cette méthode et en ont adopté une autre : celle de l'exploitation financière, de l'Allemagne, d'abord, et de l'Autriche, ensuite. L'expression de cette nouvelle méthode est le plan Dawes, dont les conséquences commencent seulement à se faire sentir.

Troisièmement, la conférence de Locarno, qui devait, soi-disant, régler tous les conflits entre vainqueurs et vaincus, n'en a supprimé en réalité aucun et n'a fait, au contraire, que les aggraver.

Le plan Dawes porte que l'Allemagne doit payer à l'Entente 130 milliards de marks or environ, en diverses échéances. Les conséquences de ce plan se manifestent déjà par l'aggravation de la situation économique de l'Allemagne, par une série de faillites de tout un groupe d'entreprises, par l'augmentation croissante du chômage, etc.

D'après ce plan, élaboré en Amérique, l'Europe paye ses dettes d'Etat à l'Amérique aux frais de l'Allemagne, qui est obligée de payer des réparations à l'Europe; mais, comme l'Allemagne ne peut pas sortir toute la somme de ses poches vides, elle doit recevoir une série de marchés disponibles qui ne sont pas encore occupés par les autres pays impérialistes. Sur la base de ces marchés, l'Allemagne pourrait se créer de nouvelles forces et un sang nouveau pour lui permettre d'effectuer le paiement des réparations.

L'Amérique pense surtout au marché russe. Selon le plan Dawes, celui-ci doit être laissé à l'Allemagne pour qu'elle puisse en tirer quelque profit et payer les comptes de réparations à l'Europe qui, à son tour, devra régler ses dettes à l'Amérique. Ce plan est très bien agencé, mais il est fondé sur le sable mouvant.

En effet, il signifie pour le peuple allemand une double pression : pression de la bourgeoisie allemande sur le prolétariat et pression du capital étranger sur l'ensemble du peuple allemand. On ne peut prétendre, en aucun cas, que cette double pression passera sur le peuple allemand sans laisser de traces.

C'est pourquoi, je crois que, sous ce rapport, le plan Dawes renferme en lui-même le germe d'une révolution inévitable en Allemagne. Il a été créé pour l'exploitation de l'Allemagne, mais il conduira inévitablement l'Allemagne à la révolution.

En ce qui concerne la deuxième partie de ce plan, selon laquelle l'Allemagne doit tirer du marché russe les sommes destinées à

l'Europe, on a compté sans le principal intéressé. En aucun cas, nous ne nous laisserons transformer en un pays exclusivement agricole. Nous construirons nous-mêmes des machines et d'autres moyens de production. Sous ce rapport, le plan Dawes est un édifice sans fondements solides.

En ce qui concerne le pacte de Locarno, ce n'est qu'une suite du traité de Versailles. Il a et ne peut avoir pour but que le maintien du *statu quo*, comme on dit en langage diplomatique, c'est-à-dire le maintien de l'ordre de choses existant, suivant lequel l'Allemagne est un pays vaincu, et les pays de l'Entente des pays vainqueurs.

Par la conférence de Locarno, cet ordre a été confirmé juridiquement en ce sens que les nouvelles frontières de l'Allemagne sont maintenues en faveur de la Pologne et en faveur de la France, que l'Allemagne perd ses colonies et qu'en outre elle doit prendre toutes les mesures nécessaires pour pouvoir payer 130 milliards de marks or.

Peut-on penser que l'Allemagne, dont la puissance se développe constamment, accepte jamais cela? Si, au cours de la période qui suivit la guerre franco-allemande, la question de l'Alsace-Lorraine constituait le nœud gordien de tous les conflits diplomatiques et fut une des causes de la guerre impérialiste, quelle garantie avons-nous que la paix de Versailles et sa conséquence, le pacte de Locarno, soient durables, après la perte de la Haute-Silésie et du corridor de Dantzig par l'Allemagne, après la perte de la Galicie et de la Volhynie par l'Ukraine, après la perte de sa partie occidentale par la Russie-Blanche, après la perte de Vilna par la Lithuanie?

Qui nous garantit que ce traité, qui a morcelé toute une série d'Etats et créé toute une série de conflits, n'aura pas le sort de l'ancien traité franco-allemand, qui enleva l'Alsace-Lorraine à la France après la guerre franco-allemande? De telles garanties n'existent pas et ne peuvent pas exister. Si le plan Dawes renferme le germe d'une

révolution allemande, le pacte de Locarno porte en lui le germe d'une nouvelle guerre européenne.

Les conservateurs anglais espèrent maintenir, d'une part, le *statu quo* vis-à-vis de l'Allemagne, et, d'autre part, utiliser l'Allemagne contre l'Union Soviétique. C'est un peu trop demander.

On parle de pacifisme, on parle de paix entre les Etats européens. Briand et Chamberlain s'embrassent, Stresemann se confond en compliments devant l'Angleterre. C'est une véritable comédie. Nous savons par l'histoire de l'Europe que toutes les fois que des traités ont été conclus pour grouper les forces en vue d'une nouvelle guerre, ces traités ont toujours été présentés comme des actes de paix.

Des traités ont été conclus, qui renfermaient en eux le germe d'une foule de guerres futures, et toujours la conclusion de ces traités fut accompagnée d'une véritable comédie pacifiste. Dans de tels cas, on a toujours trouvé des bardes de la paix.

Rappelons-nous ce qui se passa au lendemain de la guerre franco-allemande. Ce fut, à cette époque, Bismarck qui s'efforça, par tous les moyens possibles, de maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire l'ordre de choses créé au lendemain de la guerre franco-allemande. Il défendit alors la paix, parce que cette paix lui garantissait toute une série de privilèges aux dépens de la France. Celle-ci aussi défendit la paix, tout au moins au début, alors qu'elle ne s'était pas encore complètement rétablie de sa défaite.

Eh bien ! à ce moment, où chacun parlait de paix et où les faux bardes chantaient les intentions pacifiques de Bismarck, l'Allemagne et l'Autriche concluaient un traité, traité tout amical et tout pacifique, qui pourtant est devenu plus tard une des causes de la future guerre impérialiste. Je veux parler du traité conclu entre l'Autriche et l'Allemagne en 1879. Contre qui était dirigé ce traité? Contre la Russie et la France.

Que contenait-il?

Ecoutez : « Dans la mesure où la collaboration étroite de l'Allemagne et de l'Autriche ne menace personne et tend à la consolidation de la paix en Europe sur les bases établies par le traité de Berlin, Leurs Majestés... décident de conclure une alliance pacifique et un accord réciproque. » Vous entendez : « collaboration étroite de l'Allemagne et de l'Autriche pour la paix de l'Europe. » Cet accord fut qualifié d'« alliance pacifique », et cependant tous les historiens sont unanimes à reconnaître qu'il fut la préparation directe de la future guerre impérialiste de 1914.

La conséquence de cet accord, conclu théoriquement pour maintenir la paix européenne, mais en réalité pour préparer la guerre européenne, fut la conclusion d'un autre accord, l'accord entre la France et la Russie, de 1913, également « pour la paix ». Or, qu'y avait-il dans cet accord? « La France et la Russie, animées du désir de garantir la paix, ont conclu l'accord suivant ». A quel accord sont-elles arrivées, on ne le dit pas alors ouvertement. Dans le texte secret du traité, on pouvait cependant lire « qu'en cas de guerre, la Russie s'engageait à mobiliser 700.000 soldats contre l'Allemagne, et la France — si je ne me trompe — 1.300.000.

Ces deux accords furent désignés officiellement comme des accords de paix, d'amitié, comme des accords destinés à maintenir la tranquillité dans toute l'Europe.

La conséquence de tout cela fut que, six ans plus tard, en 1899, la Conférence de la Paix, réunie à La Haye, se déroula sur la question de la limitation des armements.

Cette conférence se réunit précisément au moment où, sur la base de l'alliance entre la France et la Russie, des officiers de l'état-major français se rendaient en Russie pour élaborer les plans de

concentration des troupes en cas de guerre, où des officiers de l'état-major russe se rendaient en France pour dresser, de concert avec les généraux français, les plans des futures opérations de guerre contre l'Allemagne, et où les états-majors d'Allemagne et d'Autriche établissaient les conditions dans lesquelles ils devaient attaquer réciproquement leurs voisins de l'Est et de l'Ouest.

C'est l'image de l'hypocrisie éhontée de la diplomatie bourgeoise : sous le couvert de déclarations pacifistes et d'hymnes à la paix, on se prépare à une nouvelle guerre. Avons-nous, après tout cela, des raisons d'ajouter foi aux cantiques de paix sur la S. D. N. et Locarno?

Naturellement non. Voilà pourquoi nous ne pouvons croire ni à la sincérité des embrassades de Chamberlain et de Briand ni aux compliments de Stresemann. Voilà pourquoi nous pensons que Locarno est un plan de disposition des forces en vue d'une nouvelle guerre.

Intéressant est le rôle joué par la II^e Internationale. Ce sont les chefs de la II^e Internationale qui ont le plus exulté au sujet de Locarno, ce sont eux qui ont assuré aux ouvriers que Locarno était un instrument de paix et la S. D. N. l'arche de la paix, dans laquelle les bolcheviks ne voulaient pas entrer précisément parce qu'ils étaient contre la paix, etc. Quel est le sens de toutes ces criaileries, si l'on considère ce qui a été dit, si surtout on a devant les yeux cet exemple historique que j'ai cité : les divers traités conclus après la guerre franco-allemande, appelés traités de paix et qui se sont avérés être des traités de guerre?

Que signifie l'attitude actuelle de la II^e Internationale à l'égard du pacte de Locarno? Elle signifie que la II^e Internationale n'est pas seulement une organisation de corruption bourgeoise de la classe ouvrière, mais aussi une organisation de justification morale de

toutes les injustices du traité de Versailles, qu'elle est, pour l'Entente, une organisation auxiliaire appelée spécialement à justifier, par son travail et son tapage en faveur de Locarno et de la S. D. N., toutes ces injustices et tous ces actes d'oppression qui ont été créés par le régime Versailles-Locarno.

LES ANTAGONISMES ENTRE LES PAYS VAINQUEURS

J'en arrive aux conflits du quatrième groupe, aux oppositions entre les Etats vainqueurs. Le fait fondamental dans ce domaine est, malgré les apparences, la rivalité croissante de l'Angleterre et de l'Amérique.

La question du naphte est aujourd'hui une des principales questions de la politique mondiale. L'Amérique fournit environ 70 % de la production et absorbe environ 60 % de la consommation mondiale du naphte. Sur ce terrain, elle se heurte partout à la concurrence de l'Angleterre.

Si nous considérons les deux sociétés de naphte dominant le monde, la *Standard Oil* et la *Shell*, la première américaine et la seconde anglaise, nous voyons que la lutte entre ces sociétés s'étend à toutes les parties du monde où l'on extrait le naphte. C'est la lutte entre l'Amérique et l'Angleterre. La question du naphte est une question vitale, car celui qui disposera de plus de naphte l'emportera dans la prochaine guerre.

De même, le monopole de l'industrie et du commerce mondiaux appartiendra à celui qui aura le plus de naphte. Le naphte devient le nerf vital de la lutte des principales puissances pour la suprématie, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

Et précisément sur ce terrain, la lutte entre les sociétés pétroléennes d'Angleterre et celles d'Amérique est une lutte à mort, qui n'a, d'ailleurs, pas toujours un caractère ouvert, mais qui existe toujours,

comme on le voit dans l'histoire des traités et aussi dans l'histoire des conflits entre l'Amérique et l'Angleterre. Il suffit, à ce propos, de rappeler les notes de Hughes dirigées contre l'Angleterre. La lutte se poursuit dans l'Amérique du Sud, en Perse, en Roumanie, en Galicie, etc., dans toutes les parties du monde, tantôt ouvertement, tantôt sous une forme voilée.

Il ne faut pas oublier non plus la lutte que se livrent l'Angleterre et l'Amérique en Chine. Dans cette lutte sourde, l'Amérique emploie une politique plus souple que l'Angleterre et exempte des méthodes coloniales brutales, dont les lords anglais ne se sont pas encore défaits.

L'Amérique sait faire, en silence, du tort à l'Angleterre en Chine, la pousser lentement hors de Chine et s'ouvrir à elle-même le champ libre dans ce pays. Il est tout naturel que l'Angleterre résiste.

Je signalerai très brièvement la lutte entre la France et l'Angleterre pour l'hégémonie en Europe. C'est un fait connu.

Il est également clair que cette lutte entre la France et l'Angleterre se poursuit également pour l'hégémonie dans les colonies. La presse a publié des nouvelles selon lesquelles la guerre en Syrie et au Maroc contre l'impérialisme français a été organisée avec le concours de l'Angleterre. Je ne dispose d'aucun document à ce sujet, mais je crois que ces nouvelles ne sont pas dénuées de fondement.

Je ne m'étendrai pas sur les oppositions d'intérêts existant entre l'Amérique et le Japon. Cela est également connu. Il suffit de signaler les récentes manœuvres navales américaines dans l'océan Pacifique et les manœuvres de la flotte japonaise pour comprendre quel en était le but.

Je dois enfin signaler un fait, celui de l'accroissement formidable des armements dans les Etats vainqueurs. Ces Etats vainqueurs sont appelés « alliés ». L'Amérique, il est vrai, ne fait pas partie de

l'Entente, mais elle s'est battue avec elle contre l'Allemagne. Or, les Alliés s'arment de pied en cap. Contre qui s'arment-ils? Autrefois, les pays de l'Entente rejetaient la responsabilité de leurs armements sur l'Allemagne qui, disaient-ils, était armée jusqu'aux dents et constituait pour la paix mondiale un danger qu'ils se devaient de prévenir.

Mais maintenant? Maintenant, l'Allemagne n'existe plus comme puissance militaire. Cependant, dans les Etats vainqueurs, la course aux armements continue à une vitesse sans précédent. Comment expliquer, par exemple, l'énorme accroissement des forces aériennes de la France?

Comment expliquer l'énorme augmentation des croiseurs et, en général, de la marine militaire et de la flotte aérienne en Angleterre? Comment expliquer le formidable développement de la flotte de guerre en Amérique et au Japon? Devant quoi tremblent messieurs les « Alliés », qui ont vaincu et détruit ensemble l'Allemagne? Que craignent-ils et pourquoi s'arment-ils?

Où est le pacifisme de la II^e Internationale, qui proclame la paix et ne voit pas, soi-disant, que les Alliés, qui se traitent officiellement d'amis, s'arment à une allure folle contre un ennemi « inexistant » ?

Qu'ont fait la S. D. N. et la II^e Internationale pour empêcher ces armements insensés? Ne savent-ils donc pas qu'avec un accroissement constant des armements, les canons parlent tout seuls? Mais il est inutile d'attendre d'eux une réponse à ce sujet. Car il s'agit ici d'une croissance et d'une aggravation de la lutte d'intérêts entre les Etats vainqueurs, d'un conflit qui doit inévitablement éclater entre eux.

Prévoyant une nouvelle guerre, ils s'arment de toutes leurs forces. Je n'exagère pas en disant que la paix entre les Etats victorieux n'est pas une paix amicale, mais une paix armée portant en elle le germe

d'une guerre. Ce qui se produit actuellement dans les Etats vainqueurs rappelle la situation d'avant-guerre, cet état de paix armée d'alors. Les maîtres de l'Europe s'efforcent maintenant de cacher ce fait sous le voile du pacifisme. Mais j'ai déjà dit quelle était la valeur de ce pacifisme.

Depuis Gênes déjà, les bolcheviks demandent le désarmement. Pourquoi la II^e Internationale et les autres bavards pacifistes ne soutiennent-ils pas cette proposition?

Tous ces faits montrent que la stabilisation partielle momentanée que l'Europe a achetée au prix de son assujettissement à l'Amérique n'est pas durable, car les conflits entre les Etats vainqueurs, abstraction faite des conflits entre les vainqueurs et les vaincus, mûrissent et se développent de jour en jour.

LE MONDE CAPITALISTE ET L'UNION SOVIÉTIQUE

J'en arrive maintenant au cinquième groupe de conflits, ceux qui existent entre l'Union soviétique et le monde capitaliste. Ce qu'il y a de fondamental à ce point de vue, c'est qu'il n'y a plus de capitalisme embrassant le monde entier.

Depuis que le pays des soviets s'est constitué, depuis que la vieille Russie s'est métamorphosée en Union soviétique, le capitalisme mondial a cessé d'exister. Le monde s'est divisé en deux camps : le camp de l'impérialisme et le camp de ceux qui luttent contre l'impérialisme. C'est là la première chose à considérer.

La deuxième, c'est que le monde capitaliste est dominé par deux pays importants : l'Angleterre et l'Amérique. Le camp des adversaires de l'impérialisme est dirigé par l'Union soviétique.

Le troisième fait important est qu'il y a dans le monde deux principaux centres d'attraction opposés : d'une part, l'Angleterre et

l'Amérique pour les gouvernements bourgeois; d'autre part, l'Union soviétique pour les prolétaires d'Occident et les peuples opprimés d'Orient. L'Angleterre et l'Amérique attirent par leurs richesses, on peut obtenir d'elles des crédits. L'Union soviétique attire par son expérience révolutionnaire dans la lutte pour l'affranchissement des ouvriers exploités par le capitalisme et pour la libération des peuples opprimés par l'impérialisme.

Le quatrième fait important est que, dans le camp du capitalisme, il n'y a aucune unité d'intérêts, qu'on s'y livre de violents combats, qu'on s'y déchire entre vainqueurs et vaincus, qu'on lutte, même entre vainqueurs, pour la conquête des colonies, pour le profit et que, par conséquent, la stabilisation ne peut pas y être de longue durée.

Dans notre pays, au contraire, l'économie se développe constamment, l'édification socialiste se poursuit et les éléments révolutionnaires d'Occident et d'Orient se groupent autour de notre prolétariat. Dans le camp du capitalisme, c'est la décomposition et la décadence; dans le camp du socialisme, c'est l'union complète et une communauté d'intérêts toujours croissante contre l'ennemi commun, l'impérialisme.

Tels sont les faits fondamentaux que je voulais signaler au sujet du cinquième groupe de contradictions, les contradictions entre le monde du Capitalisme et le monde des Soviets.

Je veux maintenant attirer votre attention sur l'attraction qu'exerce le prolétariat de notre pays sur les éléments révolutionnaires du monde entier. Je veux parler des délégations ouvrières qui ont visité notre pays, des délégations qui ont examiné avec soin chaque angle de notre édifice pour se convaincre que nous ne savons pas seulement détruire, mais aussi reconstruire.

Que signifient ces délégations ouvrières, ces pèlerinages d'ouvriers

dans notre pays? Vous savez comment les dirigeants de l'Etat soviétiste ont reçu la délégation ouvrière anglaise, la délégation ouvrière allemande.

Avez-vous remarqué que nos camarades, directeurs de différentes branches administratives, n'ont pas seulement fourni des informations aux délégations ouvrières, mais leur ont réellement rendu des comptes? Je n'étais pas alors à Moscou, mais j'ai lu dans les journaux que Dzerjinsky, président du Conseil supérieur de l'Economie nationale, n'a pas simplement informé la délégation ouvrière allemande, mais lui a rendu réellement des comptes.

C'est en cela que consiste le caractère nouveau et particulier de notre vie. C'est à cela que nous devons consacrer une attention particulière. J'ai lu que les directeurs de notre industrie du naphte, Kassior à Grozny et Sérébrovsky à Bakou, ne se sont pas contentés de renseigner les délégations ouvrières, comme on renseigne des touristes curieux, mais leur ont rendu des comptes comme aux représentants d'un organe supérieur de contrôle. J'ai lu que tous nos organes suprêmes, Conseil des Commissaires du Peuple, Comité central exécutif, comités exécutifs locaux, etc., étaient prêts à fournir des comptes aux délégations ouvrières, en la personne desquelles ils voyaient un contrôle amical et fraternel de notre Etat socialiste de la part des ouvriers d'Occident.

Que signifient tous ces faits? Ils signifient d'abord que la classe ouvrière d'Europe, tout au moins sa partie la plus révolutionnaire, considère notre Etat comme une partie de sa propre chair, qu'elle nous a envoyé ses délégués non par simple curiosité, mais pour voir ce qui se passe réellement chez nous, car elle se considère responsable moralement de tout ce que nous faisons ici.

Cela signifie, deuxièmement, que la partie révolutionnaire du prolétariat européen est décidée à défendre notre Etat prolétarien et à combattre pour lui en cas de besoin.

Nommez-moi, si vous le pouvez, un autre Etat, même le plus démocratique, qui soit prêt à se soumettre au contrôle fraternel des délégations ouvrières des autres pays? Il n'en existe pas un seul au monde.

Seul, notre Etat, l'Etat des ouvriers et des paysans, est prêt à le faire. Mais par le fait que notre pays accorde la plus grande confiance aux délégations ouvrières, il gagne ainsi lui-même la confiance la plus profonde de la classe ouvrière européenne. Et cette confiance a pour nous plus de valeur que tout emprunt, car elle constitue l'arme la plus importante qui soit contre l'intervention.

Telle est la nouveauté que beaucoup n'ont pas encore comprise, mais qui est devenue maintenant un événement décisif. Si nous sommes considérés comme une partie comme un enfant de la classe ouvrière d'Europe et si, par suite, cette dernière assume la responsabilité morale de notre œuvre, la tâche de nous défendre en cas d'intervention capitaliste, de protéger nos intérêts contre le capitalisme, qu'est-ce que cela signifie?

Cela signifie que nos forces croissent chaque jour, sinon chaque heure, et qu'elles continueront de croître. Cela signifie que la faiblesse, l'impuissance du capitalisme croîtra chaque jour, sinon chaque heure. Sans les ouvriers, on ne peut se battre aujourd'hui.

Si les ouvriers ne veulent pas se battre contre notre République, s'ils la considèrent comme leur enfant, dont le sort leur tient à cœur, une guerre avec notre pays est impossible. Voilà ce que signifient ces pèlerinages ouvriers dans notre pays. Nous devons les favoriser par tous les moyens comme un gage de solidarité et d'affermissement de l'amitié entre les travailleurs de notre pays et ceux d'Occident.

Tout récemment, j'ai entendu à la conférence de Moscou un camarade poser à Rykov cette question : « Mais, ces délégations ne nous reviennent-elles pas trop cher? » Camarades, il est honteux de

parler ainsi des délégations ouvrières qui viennent en U. R. S. S. Nous ne devons reculer devant aucune dépense, devant aucun sacrifice pour aider les ouvriers d'Occident à nous envoyer leurs délégués, pour les amener à se convaincre que la classe ouvrière, une fois qu'elle a pris le pouvoir, est capable non seulement de détruire le capitalisme, mais aussi de construire le socialisme. Beaucoup d'ouvriers d'Occident sont encore persuadés que la classe ouvrière ne peut se passer de la bourgeoisie.

C'est là un préjugé qui leur a été inculqué par les social-démocrates et qui constitue un de leurs principaux défauts. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour permettre aux prolétaires d'Occident de se convaincre par leurs délégués que la classe ouvrière, après avoir pris le pouvoir, est capable, non seulement de détruire l'ancien régime, mais aussi de réaliser le socialisme.

Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour leur permettre de se convaincre que nous sommes le seul Etat ouvrier pour lequel il vaille la peine de se battre et qui défende leurs intérêts contre le capitalisme. Pour cela, je le répète, nous ne reculerons devant aucun sacrifice. (*Applaudissements.*)

Peut-être n'est-il pas superflu de dire deux mots du nombre des délégations qui ont visité notre pays. Nous en avons eu de trois sortes : délégations d'intellectuels, d'instituteurs, etc.; délégations d'ouvriers adultes (une dizaine); délégations de la jeunesse ouvrière. En tout, 550 délégués nous ont visités jusqu'à présent.

Nous attendons encore 16 délégations qui ont déjà annoncé leur visite à notre Conseil syndical central. Toutes ces délégations auront pour résultat de resserrer encore les liens existant entre la classe ouvrière de notre pays et celle d'Occident et de créer ainsi une barrière contre toute intervention possible.

Telles sont les contradictions qui rongent actuellement le

capitalisme.

Que prouvent toutes ces contradictions?

Que, comme je l'ai signalé au commencement de mon rapport, le monde capitaliste est rongé intérieurement par une série de conflits qui le condamnent à l'impuissance ; que, d'un autre côté, le monde du socialisme est toujours plus uni, plus homogène et que, sur cette base, s'est établi cet équilibre des forces qui a mis fin à la politique d'intervention armée contre nous et a ouvert une période de « relations pacifiques » entre l'Etat soviétiste et les Etats capitalistes.

Je dois encore signaler deux faits qui ont également contribué à modifier la politique des Etats capitalistes à notre égard.

Le premier fait est que l'Amérique ne veut actuellement aucune guerre en Europe. « Je t'ai prêté des milliards, dit elle en substance à l'Europe; reste tranquille maintenant si tu veux en recevoir encore; si tu ne veux pas que ta monnaie se volatilise, travaille, gagne de l'argent et paie les intérêts de tes dettes. »

Le deuxième fait est que, depuis la victoire de la révolution prolétarienne, un pays immense, avec des débouchés énormes, des sources considérables de matières premières, s'est détaché du système capitaliste, ce qui a forcément influé sur la situation économique de l'Europe.

La perte des marchés et des sources de matières premières de notre pays, qui représente le sixième de la surface du globe, oblige l'Europe capitaliste à limiter sa production et ébranle profondément les bases de sa vie économique.

C'est pourquoi les pays capitalistes cherchent aujourd'hui à établir des relations pacifiques avec nous car, sans cela, il est impossible de réaliser un équilibre économique quelconque en Europe.

LA SITUATION EXTÉRIEURE DE L'U. R. S. S.

Ce sont tous ces facteurs qui ont établi un certain équilibre des forces entre le camp du socialisme et celui du capitalisme, substitué à la période de guerre une période de relations pacifiques et nous ont permis — comme disait Lénine — de réaliser une certaine « collaboration » avec le monde capitaliste.

Je ne vous énumérerai pas les pays qui ont déjà reconnu l'Union Soviétique. Des grandes puissances, l'Amérique est la seule qui ne nous ait pas encore reconnus. Je ne m'étendrai pas non plus sur les traités de commerce que nous avons déjà conclus avec un grand nombre de pays.

Je signale également en passant que notre commerce extérieur s'est particulièrement développé, et qu'à ce commerce l'Amérique est spécialement intéressée, en tant que pays exportateur de coton, de même crue l'Angleterre et l'Allemagne, en tant que pays importateurs de blé et autres produits agricoles. Je me contenterai de dire que l'année écoulée est la première année au cours de laquelle nous ayons développé d'une façon remarquable nos relations commerciales avec le monde capitaliste.

Cela ne signifie naturellement pas que nous ayons déjà liquidé tous les différends existant entre l'U. R. S. S. et les Etats capitalistes de l'Occident. Nous savons que l'on nous réclame le paiement des anciennes dettes russes. Cela, l'Europe ne l'a pas oublié, et ne l'oubliera pas — du moins de longtemps.

On nous dit que nos dettes d'avant-guerre s'élèvent à 6 milliards, et les dettes de guerre à 7 milliards de roubles environ, soit en tout 13 milliards. Si l'on tient compte de la dépréciation de la monnaie ainsi que de la part des Etats qui se sont détachés de l'ancien empire russe, il s'ensuit que nous serions débiteurs d'au moins 7 milliards envers les Etats occidentaux. On sait que le montant de nos réclamations,

par suite des dommages qui nous ont été causés par l'intervention anglo-franco-américaine à l'époque de la guerre civile, atteint (d'après les calculs de Larine) environ 50 milliards, c'est-à-dire le quintuple de ce qu'on nous réclame. (*Larine* : Nous les recevrons!) Larine dit que nous recevrons tout cela, avec le temps. (*Hilarité.*) Mais même si nous calculons la chose un peu plus modestement, comme l'a fait le Commissariat des Finances, nous arrivons cependant à 20 milliards au moins.

Nous avons toujours un avantage. (*Hilarité.*) Mais les Etats capitalistes ne veulent pas entendre parler de ces comptes et nous figurons toujours comme débiteurs dans leurs livres.

C'est de là que viennent tous les retards et tous les obstacles dans nos négociations avec les capitalistes. C'a été le cas avec l'Angleterre, et il en sera probablement de même avec la France. Quel est le point de vue du Comité central dans cette question ?

Il reste le même qu'à l'époque de la conclusion du traité avec Mac Donald.

Nous ne pouvons pas abroger la loi de 1917 sur l'annulation des dettes tsaristes. Nous maintenons en principe cette loi. Nous ne pouvons pas annuler ces décrets qui ont donné force de loi chez nous à l'expropriation des expropriateurs. Nous restons et nous resterons sur le principe de cette loi.

Mais nous ne nous refuserons pas, au cours des négociations, à faire quelques exceptions pour l'Angleterre et la France en ce qui concerne les anciennes dettes tsaristes : nous consentirons à payer quelque chose à condition de recevoir quelque chose en échange. Nous ne nous refusons pas à dédommager les anciens propriétaires au moyen de certaines concessions, mais toujours uniquement sous réserve de conditions acceptables pour nous.

Sur cette base, nous étions arrivés à nous entendre avec Mac Donald. L'idée de l'annulation des dettes de guerre ruina ces négociations. Il est évident que notre traité avec Mac Donald échoua pour cette raison.

Qui le fit échouer? Indubitablement l'Amérique. Bien que l'Amérique n'ait pas pris part aux négociations entre Rakowski et Mac Donald, bien que Mac Donald et Rakowski aient réussi à élaborer un certain plan d'entente et que ce plan d'entente fût avantageux pour les deux Etats et satisfît plus ou moins les intérêts des deux parties, le traité fut cependant annulé sur le « conseil » de l'Amérique au gouvernement anglais, parce qu'il était basé sur le principe de l'annulation des dettes de guerre et que l'Amérique, ne voulant pas perdre les milliards que l'Europe lui doit, ne voulut pas admettre un tel précédent. Quoi qu'il en soit, nous restons sur le terrain du projet susmentionné.

Parmi les problèmes de notre politique extérieure, je voudrais signaler deux questions, particulièrement épineuses et longtemps débattues, concernant les rapports de notre gouvernement avec les gouvernements des pays d'Occident. Tout d'abord, la question de la propagande, et, ensuite, la question de l'Internationale communiste.

On nous accuse de faire contre l'impérialisme une propagande spéciale, tant en Europe qu'aux colonies. Les conservateurs anglais prétendent que la mission des communistes russes est de détruire l'empire mondial britannique.

En réalité, nous n'avons besoin d'aucune propagande ni en Occident ni en Orient, puisque les délégations ouvrières elles-mêmes viennent à nous pour apprendre à connaître notre situation et la faire connaître ensuite dans tous les pays occidentaux. Nous n'avons pas besoin d'autre propagande. C'est la meilleure, la plus forte, la plus efficace des propagandes pour le régime soviétiste contre le régime capitaliste, (*Applaudissements.*)

On nous dit que nous faisons de la propagande en Orient Ce sont là des paroles vides de sens. Nous n'avons pas besoin d'une propagande spéciale en Orient, puisque nous savons que tout notre régime repose sur la base de la vie en commun et de la collaboration fraternelle des différents peuples appartenant à notre Union.

Chaque Chinois, chaque Egyptien, chaque Indien qui visite notre pays et y passe six mois peut se convaincre que notre pays est le seul qui comprenne la mentalité des peuples opprimés et qui soit capable d'organiser la collaboration des prolétaires de l'ancienne nationalité dominante et des prolétaires des nationalités antérieurement opprimées.

Nous n'avons pas besoin d'autre propagande, d'autre agitation en Orient que celle des délégations qui viennent chez nous de Chine, d'Egypte, des Indes pour examiner en détail notre situation et qui donnent ensuite dans tous les pays des renseignements véridiques sur l'organisation de notre régime. C'est là la meilleure et la plus efficace de toutes les propagandes.

Mais il est une force : les conservateurs anglais, qui peut détruire l'empire britannique et qui le détruira sûrement. C'est là une force qui pousse l'empire britannique à l'abîme Il suffit de se rappeler les premiers actes politiques des conservateurs après leur arrivée au pouvoir. Après avoir maté l'Egypte, ils ont commencé à intensifier leur pression sur l'Inde, à intervenir en Chine, etc.

C'est là la politique des conservateurs. A qui la faute, si les lords anglais sont incapables de faire une autre politique? Est-il, dès lors, difficile de comprendre qu'il n'y a rien de plus sûr au monde que la ruine inévitable de l'empire britannique, si les conservateurs persistent dans cette voie?

Quelques mots sur l'Internationale communiste. En Occident, les

mercenaires des impérialistes et les auteurs de fausses lettres répandent la nouvelle que l'I.C. est une organisation de conspirateurs et de terroristes, que les communistes parcourent tous les pays de l'Europe. C'est ainsi que l'explosion de la cathédrale de Sofia a été attribuée aux communistes.

Or, tout homme civilisé, à moins d'être un ignorant ou un calomniateur payé, doit savoir que les communistes n'ont rien de commun et ne peuvent rien avoir de commun avec la théorie et la pratique de la terreur individuelle et des conjurations isolées. La théorie et la pratique de l'Internationale communiste consistent dans l'organisation d'un mouvement révolutionnaire des masses contre le capitalisme : c'est là la tâche des communistes. Seuls, les ignorants et les imbéciles peuvent confondre les complots et la terreur individuelle avec la politique de l'I.C., avec, le mouvement révolutionnaire des masses.

Quelques mots sur le Japon. En Occident, nombre de nos ennemis se réjouissent et se disent que, si un mouvement révolutionnaire a éclaté en Chine, ce sont, naturellement, les bolcheviks qui ont acheté le peuple chinois — qui pourrait autrement se payer le luxe d'acheter un peuple de 400 millions d'hommes? Et ils en concluent que cette politique aboutira à une guerre entre les « Russes » et les Japonais.

C'est là une absurdité, camarades! Les forces du mouvement révolutionnaire chinois sont énormes. Elles n'ont pas encore déployé toute leur puissance. Elles ne le feront que dans l'avenir. Les maîtres de l'Occident et de l'Orient qui ne voient pas ces forces et ne comptent pas suffisamment avec elles en subiront les conséquences. Nous, en tant qu'Etat, nous devons compter avec ces forces.

Nous croyons que la Chine a, en ce moment, à accomplir la même tâche que celle qui s'imposait à l'Amérique du Nord lorsqu'elle se transformait en Etat, ou à l'Allemagne et à l'Italie avant qu'elles eussent réalisé leur unité nationale et se fussent libérées du joug de

l'étranger.

Le droit et la justice sont entièrement du côté de la révolution chinoise. C'est pourquoi nous sympathisons et continuerons à sympathiser à sa lutte pour la libération du peuple chinois du joug des impérialistes, et pour la constitution de la Chine en un Etat unifié. Celui qui ne compte pas et ne veut pas compter avec ces forces en subira les conséquences.

J'espère que le Japon comprendra qu'il doit compter également avec cette force sans cesse croissante du mouvement national chinois, qui est en progression constante et renversera tout ce qui se trouve sur son passage. C'est parce que Tchang-Tso-Lin n'a pas compris cela qu'il marche à sa ruine.

Mais, s'il court à sa perte, c'est aussi parce qu'il a fondé toute sa politique sur l'aggravation des relations entre nous et le Japon. Tout général, tout potentat de la Mandchourie qui a fondé sa politique sur la discorde entre nous et le Japon, sur l'aggravation de nos rapports avec ce pays, va infailliblement à sa perte.

Seul, celui d'entre eux qui basera sa politique sur l'amélioration de nos relations avec le Japon, sur un rapprochement entre le Japon et nous, l'établira sur de solides fondements. Seul un tel général aura le pied ferme en Mandchourie, car nous n'avons aucun intérêt à amener une tension de nos relations avec le Japon. Nos intérêts exigent, au contraire, un rapprochement entre l'U. R. S. S. et le Japon.

Je passe maintenant aux tâches de notre parti en ce qui concerne la politique extérieure.

Ces tâches s'étendent à deux domaines : mouvement révolutionnaire international et politique extérieure de l'Union Soviétique.

Quelles sont nos tâches dans le domaine du mouvement révolutionnaire *international*? Ce sont les suivantes :

1° Travail de renforcement des partis communistes d'Occident, en vue de la conquête de la majorité des masses ouvrières par ces partis;

2° Lutte pour l'unité syndicale, pour l'affermissement de l'amitié entre le prolétariat de l'U. R. S. S. et celui des pays capitalistes;

3° Renforcement de l'alliance entre le prolétariat de notre pays et le mouvement de libération nationale des peuples opprimés qui sont nos alliés dans la lutte contre l'impérialisme mondial;

4° Consolidation des éléments socialistes en U. R. S. S. en vue de leur victoire sur les éléments capitalistes de notre économie, victoire qui a une importance décisive pour le révolutionnement des travailleurs de tous les pays.

Quand on parle des tâches de notre parti dans le domaine du mouvement révolutionnaire international, on se limite souvent aux trois premières et l'on oublie la quatrième; on oublie la lutte pour la victoire des éléments socialistes dans notre pays sur les éléments capitalistes; on oublie que la lutte pour la construction socialiste est en même temps une lutte internationale, puisque notre pays forme la base de la révolution mondiale, puisqu'il est le facteur le plus, important pour le développement du mouvement révolutionnaire international.

Et si notre œuvre de construction avance comme elle le doit, cela signifie que, sous tous les autres rapports, nous travaillons pour le mouvement révolutionnaire international comme l'exige le parti.

Les tâches du parti sur le terrain de notre politique extérieure sont :

1° Lutte contre de nouvelles guerres, pour le maintien de la paix. L'axe principal de notre politique est constitué par l'idée de la paix. Lutter pour la paix, lutter contre de nouvelles guerres, lutter contre tous les actes entrepris en vue de nouvelles guerres et qui sont une préparation à la guerre recouverte du pavillon du pacifisme (Locarno), telle est: notre principale tâche dans ce domaine.

C'est pourquoi, précisément, nous ne voulons pas entrer dans la Société des nations, parce que cette dernière représente une organisation destinée à masquer les préparatifs de guerre; si nous voulions entrer dans la S. D. N., nous n'aurions le choix qu'entre l'enclume et le marteau, comme l'a très justement dit le camarade Litvinov. Eh bien! nous ne voulons être ni un marteau pour les peuples faibles, ni une enclume pour les forts.

Nous ne souhaitons ni l'un ni l'autre, nous sommes pour la paix, nous sommes pour la lutte contre toutes les entreprises de guerre, même couvertes du drapeau du pacifisme. Société des nations ou Locarno, peu importe; les enseignes ne nous donneront pas le change et le tapage ne nous intimidera pas;

2° Extension de notre commerce avec l'étranger sur la base de la consolidation du monopole du commerce extérieur;

3° Travail en vue du rapprochement des pays vaincus dans la guerre impérialiste, des pays qui ont le plus souffert et qui se trouvent, par conséquent, en opposition avec le groupe dominant des grandes puissances;

4° Travail en vue d'une union plus intime avec les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Telles sont les tâches devant lesquelles se trouve actuellement le parti au point de vue des rapports internationaux, et du mouvement ouvrier international.

II - La situation intérieure de l'U.R.S.S.

J'arrive, camarades, à la deuxième partie de mon rapport. J'y traiterai de la situation intérieure de notre Etat et de la politique du Comité central dans les questions concernant cette situation intérieure.

A ce sujet je citerai quelques chiffres, car, quoique notre presse en

ait publié un grand nombre, il nous faudra cependant en reproduire quelques-uns.

ETAT GÉNÉRAL DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Permettez-moi tout d'abord de formuler quelques directives générales de notre travail de construction socialiste. Je commencerai par l'économie nationale.

Première directive. Nous travaillons au milieu d'Etats capitalistes. Par suite, notre économie nationale se développe à travers toute une série de conflits avec l'économie capitaliste. Ces conflits sont inévitables. C'est le cadre dans lequel doit se dérouler la lutte des deux systèmes : le système socialiste et le système capitaliste. Il s'ensuit que notre économie nationale doit être édifiée non seulement en contradiction avec l'économie capitaliste des pays de l'étranger, mais aussi en contradiction avec les divers éléments capitalistes qui subsistent à l'intérieur de notre pays.

Il en résulte que nous devons édifier notre économie nationale de telle sorte que notre pays ne se transforme pas en un accessoire du système capitaliste mondial, qu'il ne s'intègre pas à l'ensemble du système capitaliste, que notre économie nationale ne se développe pas comme une entreprise auxiliaire du capitalisme mondial, mais comme une unité économique indépendante s'appuyant principalement sur le marché indigène, sur l'union de notre industrie et de l'économie paysanne.

Deux tendances fondamentales sont en présence. L'une part de la thèse que notre pays doit rester encore longtemps un pays agricole, qu'il doit exporter des produits agricoles et importer des produits industriels, et que c'est dans cette voie qu'il doit encore se développer. Cette tendance a été exprimée récemment dans les thèses du camarade Chanine. Si elle prenait le dessus, elle empêcherait l'industrialisation de notre pays, qui se transformerait

ainsi en appendice du système capitaliste.

Ce n'est pas là notre ligne.

Il est une autre tendance qui part du principe que, tant que nous vivons au milieu d'Etats capitalistes, nous devons nous appliquer à transformer notre pays en un pays économiquement indépendant, s'appuyant sur le marché intérieur et représentant le centre d'attraction de tous les pays qui, peu à peu, se détachent du capitalisme et se dirigent dans le sillage de l'économie socialiste. Cette ligne exige l'épanouissement maximum de notre industrie, mais cependant suivant les moyens qui sont à notre disposition. Elle repousse absolument la politique de transformation de notre pays en une organisation soumise au système capitaliste mondial.

Voilà la ligne de construction qu'a adoptée notre parti et qu'il continuera à maintenir à l'avenir, tant que nous serons entourés d'Etats capitalistes.

La situation serait évidemment tout autre si la révolution était victorieuse en Allemagne ou en France, ou dans ces deux Etats à la fois, et si le travail de construction socialiste y commençait sur une base techniquement supérieure.

Alors, au lieu de chercher à transformer notre pays en une unité économique indépendante, nous nous efforcerions de l'intégrer dans le système général du développement socialiste.

Mais, jusque là, ce minimum d'indépendance est absolument nécessaire pour notre économie nationale, sans quoi nous ne pourrions préserver notre pays de l'asservissement économique au système du capitalisme mondial.

Deuxième directive. Dans notre travail de construction économique, nous devons constamment tenir compte des particularités de notre

vie économique et des différences qui la séparent de l'économie capitaliste. Dans les pays capitalistes, règne le capital privé : les fautes que commettent les trusts capitalistes, les syndicats, l'un ou l'autre groupe de capitalistes, sont corrigées par les tendances élémentaires du marché.

Produit-on trop, une crise survient ; mais, après la crise, la vie économique reprend la voie normale. Importe-t-on trop et en résulte-t-il un passif dans la balance commerciale, le cours des changes commence alors à baisser, une inflation se produit, les importations sont limitées et les exportations augmentées.

Tout cela se produit sous forme de crises. Pas de faute tant soit peu importante, pas de surproduction ou de réduction sérieuse de la production, sans que cette faute et cette rupture d'équilibre ne soient contrebalancées par une crise ou par une autre. Telle est la vie dans les pays capitalistes.

Mais nous, nous ne pouvons pas vivre ainsi. Dans les pays capitalistes, nous voyons des crises économiques, commerciales, financières qui se limitent à quelques groupes capitalistes. Chez nous, il en est autrement.

Tout relâchement sérieux dans le commerce, tout mécompte sérieux dans notre économie, ne finit pas par une crise partielle quelconque, mais atteint toute notre économie. Chaque crise, qu'elle soit commerciale, financière ou industrielle, peut se transformer chez nous en une crise de toute l'économie. C'est pourquoi, dans notre construction, nous devons faire preuve d'une prudence et d'une perspicacité particulières.

C'est pourquoi nous devons diriger notre économie suivant un plan, et de telle sorte qu'il y ait le moins de fautes possibles. Pour cela, il nous faut de la prudence, de la prévoyance, et aussi des capacités. Malheureusement, camarades, nous ne nous distinguons ni par une

prudence spéciale, ni par une prévoyance extrême, ni par une capacité extraordinaire de direction économique ; nous ne faisons encore qu'apprendre : aussi commettons-nous des fautes et en commettrons-nous encore. C'est pourquoi nous devons édifier notre économie de telle sorte que nous puissions compter sur des réserves nous permettant de réparer les conséquences de nos fautes.

Tout notre travail, pendant ces deux dernières années, montre que nous ne sommes assurés ni contre les événements fortuits ni contre les fautes.

Dans l'agriculture, beaucoup de choses dépendent non seulement de notre direction économique, mais aussi des forces naturelles (mauvaise récolte, etc.). Dans l'industrie, beaucoup de choses dépendent non seulement de notre direction économique, mais aussi du marché intérieur, dont nous ne sommes pas encore complètement maîtres.

Dans le commerce extérieur, beaucoup de choses dépendent non seulement de nous, mais aussi de l'attitude des capitalistes occidentaux. Nous devons, d'ailleurs remarquer que plus notre commerce se développe, plus nous dépendons des capitalistes occidentaux et plus nous sommes exposés aux coups de nos adversaires. Pour nous garantir contre toutes ces éventualités et ces fautes inévitables, nous devons nous pénétrer de l'idée qu'il est absolument nécessaire d'accumuler des réserves.

Nous n'avons aucune garantie contre les mauvaises récoltes: nous avons donc besoin de réserves pour l'agriculture.

Nous n'avons aucune garantie contre les défaillances du marché intérieur qui nuisent au développement de notre industrie. Il est superflu de dire que, vivant des ressources que nous avons amassées, nous devons être très économes dans nos dépenses. Nous devons nous efforcer de placer raisonnablement chaque centime, c'est-à-dire

de l'investir dans les entreprises dont le développement est absolument nécessaire au moment présent. De là la nécessité des réserves pour l'industrie.

Nous ne sommes pas assurés contre les éventualités sur le terrain du commerce extérieur (blocus ou boycottage masqués). D'où nouvelle nécessité de réserves.

On pourrait, évidemment, doubler les sommes affectées au crédit agricole, mais alors nous n'aurions plus les fonds suffisants pour financer l'industrie; cette dernière, dans son développement, retarderait considérablement sur l'agriculture, la production des articles fabriqués devrait être limitée, et il en résulterait une hausse des prix avec toutes ses conséquences désastreuses.

On pourrait dépenser le double de ce que nous dépensons pour le développement de l'industrie. Mais cela entraînerait un développement industriel si rapide que nous ne pourrions pas suivre la cadence à cause de l'insuffisance de capital de roulement et que nous aboutirions ainsi probablement à un fiasco.

On pourrait accélérer le développement de nos importations, principalement en ce qui concerne les moyens de production, afin d'accélérer le développement de l'industrie, mais cela pourrait amener un passif dans notre balance commerciale et, par suite, abaisser notre change, c'est-à-dire saper la seule base sur laquelle il est possible de diriger notre industrie d'après un plan méthodique.

On pourrait augmenter les exportations, sans tenir compte de l'état du marché intérieur. Mais cela entraînerait infailliblement de graves perturbations dans les villes à cause de l'énorme augmentation du prix des produits agricoles, ce qui aurait pour effet de diminuer les salaires réels.

On pourrait élever les salaires de nos ouvriers au niveau du temps de

paix, et même au-dessus, mais ce serait provoquer le ralentissement du développement de notre industrie, car, étant donné l'absence d'emprunts étrangers et de crédits, ce développement n'est possible que sur la base de l'accumulation d'un certain bénéfice nécessaire pour financer et équiper notre industrie, accumulation qui serait impossible si nous augmentions trop rapidement les salaires.

Avant de passer aux chiffres, encore une remarque. Notre système économique est quelque peu hétérogène, car il y a chez nous cinq formes économiques différentes.

Il y a une forme économique que l'on pourrait appeler économie naturelle et qui comprend les exploitations paysannes dont la production est extrêmement peu liée au marché.

La deuxième forme économique est celle de la production marchande, à laquelle se rattachent les exploitations paysannes produisant pour le marché.

La troisième forme économique est celle du capitalisme privé, qui n'est pas encore mort, qui s'est ranimé et se ranimera encore dans une certaine mesure, tant que la *Nep* existera chez nous.

La quatrième forme économique, c'est le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire le capitalisme que nous avons permis et que nous avons la possibilité de contrôler et de tenir en laisse, conformément aux intérêts de l'Etat prolétarien.

Enfin, la cinquième forme économique, c'est l'industrie socialiste, c'est-à-dire notre industrie d'Etat, où n'est représentée qu'une seule classe : le prolétariat.

Je voudrais dire deux mots du capitalisme et de l'industrie d'Etat — cette dernière de type socialiste — pour dissiper les malentendus et la confusion qui règnent actuellement dans le parti à ce sujet.

Peut-on appeler notre industrie nationalisée capitalisme d'Etat? Non. Pourquoi? Parce que le capitalisme d'Etat, dans les conditions de la dictature prolétarienne, est une organisation dans laquelle sont représentées deux classes : la classe des exploiters qui dispose des moyens de production, et la classe des exploités qui ne dispose d'aucun de ces moyens.

Quelle que soit la forme spéciale qu'il puisse revêtir, le capitalisme d'Etat doit être, d'après son essence même, capitaliste. Lorsque Lénine soumit le capitalisme d'Etat à une analyse serrée, il pensait avant tout aux *concessions*.

Ne prenons que les concessions, et voyons si deux classes y sont représentées. Oui, deux classes y sont représentées : celle des capitalistes, c'est-à-dire les concessionnaires qui se livrent à une exploitation et disposent en même temps des moyens de production, et celle des prolétaires qui sont exploités par les concessionnaires.

On voit déjà clairement que nous ne sommes en face d'aucun élément socialiste, du fait que, dans une entreprise concessionnaire, il ne vient à l'esprit de personne de faire de la propagande pour une campagne d'augmentation du rendement du travail, puisque chacun sait que l'entreprise concessionnaire est une entreprise non-socialiste, étrangère au socialisme.

Prenons un autre type d'entreprise, celui des entreprises d'Etat. Sont-ce des entreprises capitalistes? Non, parce que, chez elles, il n'y a pas deux classes représentées, mais une seule, la classe ouvrière, qui dispose des moyens de production et n'est pas exploitée, puisque l'excédent recueilli par l'entreprise sur les salaires sert au développement de l'industrie, c'est-à-dire à l'amélioration de la situation matérielle de toute la classe ouvrière.

On pourrait dire que cela n'est encore pas du socialisme intégral, si

l'on tient compte de toutes ces survivances de bureaucratisme que nous avons conservées dans les organes dirigeants de nos entreprises. Cette remarque est juste, mais elle n'est pas en contradiction avec le fait que l'industrie d'Etat représente un type de production socialiste.

Il y a deux types de production : le type capitaliste ou capitaliste d'Etat, dans lequel se trouvent deux classes, où la production se fait au profit des capitalistes, et un autre type dans lequel il n'y a pas d'exploitation, dans lequel les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière et où l'entreprise ne travaille pas au profit d'une classe d'exploiteurs, mais consacre ses bénéfices au développement de l'industrie dans l'intérêt de toute la classe ouvrière. Lénine dit également que nos entreprises d'Etat sont des entreprises du type socialiste.

On pourrait ici faire une comparaison avec notre Etat. Notre Etat n'est pas un Etat bourgeois, puisque, selon les paroles de Lénine, il représente un nouveau type d'Etat, celui de l'Etat prolétarien. Pourquoi? Parce que notre appareil officiel n'a pas pour but l'oppression de la classe ouvrière, comme c'est le cas dans tous les Etats bourgeois sans exception, mais sa libération du joug de la bourgeoisie.

C'est pourquoi notre Etat est un Etat prolétarien, bien que l'on puisse y découvrir un grand nombre de survivances bureaucratiques. Personne n'a autant critiqué notre Etat à cause de ses survivances bureaucratiques que Lénine lui-même, qui pourtant ne cessait d'affirmer que notre régime soviétiste est un type d'Etat prolétarien.

Il faut savoir distinguer le type d'un Etat des survivances de l'ancien Etat qu'il conserve dans son appareil et son système, de même que l'on doit pouvoir distinguer les survivances bureaucratiques dans les entreprises d'Etat du type d'organisation industrielle appelé chez nous type socialiste. On ne peut donc pas dire que notre industrie

d'Etat n'est pas socialiste à cause des survivances bureaucratiques qu'elle conserve encore dans nos organes économiques. On ne peut pas le dire, car on devrait alors dire aussi que notre Etat prolétarien n'est pas en réalité un Etat prolétarien.

Je peux vous énumérer toute une série d'appareils bourgeois qui travaillent mieux et plus économiquement que notre appareil d'Etat prolétarien, mais cela ne signifie pas que notre appareil d'Etat ne soit pas prolétarien et qu'il ne représente pas un type d'Etat supérieur à l'Etat bourgeois.

Pourquoi? Parce que cet appareil bourgeois, même s'il travaille mieux, travaille cependant pour les capitalistes, tandis que notre appareil d'Etat prolétarien, même s'il commet parfois des erreurs, travaille cependant pour le prolétariat, contre la bourgeoisie. Nous ne devons pas oublier cette différence fondamentale.

Il faut en dire autant de l'industrie d'Etat qui travaille pour le prolétariat, malgré toutes ses lacunes et ses survivances bureaucratiques. On ne doit jamais oublier cette différence de principe.

Je vais donner maintenant un certain nombre de chiffres concernant l'état de notre économie.

La production brute de l'agriculture a atteint, pendant l'exercice 1924/25, 71 % de celle de 1913. En d'autres termes, évaluée en monnaie d'avant-guerre, la production de 1913 atteignait 12 milliards et celle de 1924/25 environ 9 milliards de roubles. Pour l'année prochaine, d'après les données de nos organes du plan économique, la production sera probablement de 11 millions de roubles, soit 87 à 88 % du niveau d'avant-guerre.

Si l'on considère l'ensemble de l'industrie, c'est-à-dire l'industrie d'Etat et l'industrie privée, on constate que sa production totale a

atteint, en 1924-25, 5 milliards de roubles d'avant-guerre, contre 7 milliards en 1913. D'après les calculs de la Commission du Plan économique, la production s'élèvera, au cours de l'exercice actuel, à 6,5 milliards, soit environ à 95 % de la production d'avant-guerre.

L'électrification mérite une mention spéciale. En 1921, la commission officielle d'électrification a établi un plan prévoyant, pour les 10-15 années prochaines, la construction de 30 stations d'une force totale de 1.500.000 kilowatts et d'une valeur de 800 millions de roubles or.

Avant la révolution d'Octobre, la puissance des stations électriques du pays était de 402.000 kilowatts. Nous avons construit jusqu'à présent plusieurs nouvelles stations, d'une force totale de 152.350 kilowatts. Si le développement se poursuit à cette cadence, le plan d'électrification de l'Union soviétique sera exécuté en dix ans, c'est-à-dire en 1932.

L'industrie électrique se développe également; son programme pour l'exercice 1925/26 comporte une production représentant 165 à 170 % de celle d'avant-guerre. On doit cependant noter à ce sujet que la construction de nos grandes usines de forces hydrauliques exige beaucoup plus de dépenses que ne le prévoyait le plan originel.

C'est ainsi que, dans le devis primitif de la station « Volkhov », les dépenses nécessaires avaient été évaluées à 24.300.000 roubles, alors qu'en septembre 1925 elles se sont élevées à 95.200.000 roubles, ce qui représente 59 % des fonds dépensés pour la construction des stations rentrant dans la première tranche du plan général.

Si nous comparons la production de l'industrie étatique et coopérative à celle de l'industrie privée, nous obtenons les chiffres suivants :

En 1923/24, la part de l'industrie étatique et coopérative dans la production totale était de 76 %, celle de l'industrie privée de 23,7 %. En 1924/25, la production de l'industrie étatique et coopérative atteignait 7 milliards, soit 79,3 % de la production industrielle totale, tandis que la part de la production privée tombait de 23,7 à 20,7 %.

On prévoit que, l'année prochaine, la participation de l'industrie étatique et coopérative s'élèvera environ à 80 %, tandis que celle de l'industrie privée tombera à 20 %. En chiffres absolus, l'industrie privée croît, mais comme l'industrie de l'Etat et de la coopération croît plus rapidement, la participation de l'industrie privée témoigne d'une tendance décroissante.

C'est un fait avec lequel on doit compter et qui indique que l'industrie socialiste prévaut incontestablement sur l'industrie privée. Si l'on compare les richesses concentrées dans les mains de l'Etat à celles qui se trouvent aux mains des particuliers, on constate que, sur ce terrain, c'est l'Etat socialiste qui a la prépondérance, puisqu'il dispose d'un capital de base de 11 milliards 7, tandis que les producteurs indépendants, principalement les paysans, ne disposent que d'un capital de 7 milliards $\frac{1}{2}$.

Ce fait montre que la part du capital socialisé est très élevée et croît en comparaison de la propriété non-socialisée. Et cependant on ne peut dire ni que notre régime soit un régime socialiste, ni qu'il soit un régime capitaliste.

C'est un régime de transition entre le capitalisme et le socialisme, régime où, au point de vue du volume, c'est encore la production paysanne appuyée sur la propriété privée qui domine, mais où la part de l'industrie socialiste dans la production totale augmente de jour en jour. L'industrie socialiste grâce à sa concentration, à son organisation, à l'existence de la dictature du prolétariat, à la concentration entre nos mains des transports, des banques et du crédit, voit son importance relative croître progressivement, sans

arrêt.

Quelques mots maintenant sur le budget de l'Etat. Ce budget s'est élevé à 4 milliards de roubles, soit 71 % du budget de 1913, et même 74,6 % si l'on y ajoute les budgets locaux. Fait caractéristique, dans notre budget d'Etat, la proportion des recettes ne provenant pas des impôts est beaucoup plus grande que celle des recettes fiscales.

C'est une preuve de la croissance et du développement de notre économie.

La question du bénéfice de nos entreprises d'Etat et coopératives est d'une très grande importance, car nous sommes un pays pauvre en capital et, de plus, ne recevant aucun emprunt de l'étranger. En 1923/24, les industries d'Etat (on ne compte ici que les entreprises d'un intérêt général d'Etat) ont donné un bénéfice de 142 millions de roubles or environ, dont 71 millions sont allés à la caisse de l'Etat. En 1924/25, les bénéfices se sont montés à 315 millions. Conformément au programme, 173 millions, soit 54 % des bénéfices, ont été versés à la caisse de l'Etat.

Les grandes entreprises commerciales de l'Etat avaient donné, en 1923/24, un bénéfice de 37 millions environ, dont 14 pour la caisse de l'Etat. En 1925, par suite de la politique de réduction des prix, nous avons eu 22 millions de moins, et nous n'avons versé que 10 millions environ à la caisse de l'Etat.

. Le commerce extérieur a donné, en 1923/24, un excédent de plus de 26 millions de roubles, dont 17 millions pour la caisse de l'Etat; en 1925, les chiffres correspondants ont été de 44 et 29 millions.

D'après les calculs du Commissariat des Finances, les banques ont rapporté, en 1923/24, 46 millions, dont 14 pour la caisse de l'Etat; en 1924/25, plus de 97 millions, dont 51 pour la caisse de l'Etat. En 1923/24, les coopératives de consommation avaient 57 millions de bénéfices; les coopératives agricoles, 4 millions.

Ces chiffres ont été établis sur des évaluations très modérées. Vous savez que nos organes officiels calculent leurs bénéfices de façon à pouvoir en conserver le plus possible pour l'extension de leurs entreprises. Si donc ces chiffres vous paraissent trop minimes — et ils le sont — considérez qu'ils sont un peu au-dessous de la réalité.

Quelques mots sur le chiffre global de notre commerce extérieur. En 1923/24, il s'élevait à 21 % ; en 1924/25, à 26 % de celui d'avant-guerre. L'exportation était, en 1923/24, de 522 millions; l'importation, de 439 millions de roubles, soit au total 961 millions. En 1924/25, l'exportation était de 564 millions; l'importation, de 708 millions, soit au total 1.272 millions. Cette année, nous avons un bilan commercial qui se solde avec un passif de 144 millions.

On est enclin à expliquer ce passif par le fait que nous avons dû importer du blé cette année, par suite de la mauvaise récolte. Mais notre importation de blé n'a qu'une valeur de 83 millions, et nous voyons ici un déficit de 144 millions.

Que signifie ce déficit? Il signifie que nous avons plus acheté que vendu, plus importé qu'exporté. Le XIII^e congrès du parti avait déclaré que nous devons obtenir à tout prix un bilan commercial actif. Il faut reconnaître que nous tous, aussi bien les organes des soviets que le Comité central, nous avons commis une faute grave en n'exécutant pas les instructions qui nous avaient été données. Il était difficile de les exécuter, mais cependant, avec un certain effort, nous aurions pu arriver à un léger actif. Nous avons commis une faute grave, le congrès devra prendre les mesures nécessaires pour la réparer.

D'ailleurs, le Comité central lui-même s'est efforcé de la réparer, en novembre dernier, à une séance spéciale au cours de laquelle nous avons examiné les chiffres de nos importations et de nos exportations et pris la résolution de boucler, l'année prochaine, la balance de notre commerce extérieur avec un actif d'au moins 100

millions de roubles. C'est nécessaire, absolument nécessaire pour un pays tel que le nôtre, où il y a peu de capital et pas d'importation de capital de l'étranger, où la valeur de la monnaie est garantie dans une très grande mesure par l'actif du bilan de notre commerce extérieur.

Vous savez tous par expérience personnelle ce que signifie une monnaie qui se déprécie. Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour étouffer dans le germe les facteurs qui pourraient conduire à une dépréciation de notre monnaie.

INDUSTRIE ET AGRICULTURE

Si nous examinons les questions touchant directement l'industrie, l'agriculture et leurs rapports réciproques, nous pouvons les ramener aux points suivants :

1° Nous sommes toujours un pays agricole : la production de l'agriculture dépasse celle de l'industrie. L'industrie est établie sur les bases d'avant-guerre, de sorte que, pour la faire progresser, il faut la développer sur de nouvelles bases techniques, c'est-à-dire rééquiper les fabriques existantes et en construire de nouvelles.

Il est très difficile de franchir cet obstacle, c'est-à-dire d'abandonner la politique d'utilisation maximum de tout ce qui est à notre disposition dans l'industrie pour la politique de création d'une nouvelle industrie sur une nouvelle base technique, sur la base de la construction de nouvelles fabriques.

Il faudra pour cela beaucoup de capitaux, mais comme nous en manquons, le développement de notre industrie ne pourra probablement s'effectuer à l'avenir qu'à un rythme plus modéré que jusqu'à présent.

Il en est autrement pour l'agriculture. Là, on ne peut dire que toutes les possibilités latentes aient été exploitées. Contrairement à notre

industrie, notre agriculture peut encore se développer, pendant une certaine période, à une cadence rapide, sur les bases techniques actuelles. Si l'on instruisait tant soit peu les paysans, si on les amenait à exécuter une opération aussi simple que le nettoyage des grains, il en résulterait une augmentation de 10 à 15 % de la production agricole. Calculez ce que cela représente pour l'ensemble du pays ! L'agriculture renferme encore en elle des possibilités telles que, dans l'avenir prochain, son développement ne se heurtera pas à de si grandes difficultés techniques que celui de l'industrie.

C'est pourquoi la différence entre le bilan de l'industrie et celui de l'agriculture augmentera encore au cours des années prochaines, étant donné que l'agriculture possède toute une série de possibilités qui sont loin d'être encore exploitées et qui devront l'être pendant les années qui suivent.

Quelles sont les tâches que cette situation nous impose? 1° Nous devons, tout d'abord, développer à tout prix notre grande industrie et surmonter les difficultés qui se présentent dans cette voie. Nous devons, ensuite, relever l'industrie soviétiste locale. Nous ne pouvons pas nous limiter au seul développement de la grande industrie nationale, parce que l'industrie nationale, nos trusts centralisés et nos syndicats ne peuvent pas satisfaire les goûts et les besoins multiples de 140 millions d'hommes.

Pour y arriver, nous devons développer une activité industrielle intense dans chaque rayon, dans chaque district, dans chaque gouvernement, dans chaque région, dans chaque république nationale. Sans la mise en œuvre des forces économiques potentielles de la province, sans le soutien maximum de l'industrie provinciale, nous ne pourrions pas atteindre dans notre pays cet essor général de la construction économique dont parlait Lénine.

Sans une liaison étroite entre les intérêts et les avantages du centre et ceux de la province, nous ne pourrions résoudre le problème du

développement de l'initiative locale, le problème de l'essor économique général, le problème de l'industrialisation rapide de notre pays;

2° Autrefois, nous avons une surproduction de combustible; actuellement, nous avons à envisager une crise du combustible, parce que notre industrie croît plus rapidement que notre production de combustible. Nous nous approchons du niveau où se trouvait la Russie pendant le régime bourgeois, lorsque le combustible était insuffisant et que nous étions obligés d'en importer. En d'autres termes, la production du combustible ne correspond pas aux besoins de l'industrie.

C'est pourquoi nous devons tendre au développement de cette production, à l'amélioration de sa technique, afin qu'elle puisse atteindre le niveau du développement général de l'industrie;

3° Il existe un certain déséquilibre entre la quantité de métal dont nous disposons et la balance générale de notre économie. Si l'on calcule la demande minimum de métal et les possibilités maxima de production du métal, on constate qu'il nous manque du métal pour plusieurs dizaines de millions de roubles.

C'est là un obstacle au développement de notre économie, et spécialement de notre industrie. C'est pourquoi nous devons consacrer à ce fait une attention toute particulière. Comme le métal est la base la plus importante de notre industrie, sa production doit être en harmonie avec le développement de l'industrie et des transports;

4° Il existe également un certain déséquilibre entre le nombre des ouvriers qualifiés et l'état général de notre industrie. Le besoin d'ouvriers qualifiés s'élève, en 1925/26, pour toute l'industrie, à 433.000 ouvriers et nous ne pouvons satisfaire qu'un quart de ce besoin.

Il faut également signaler que les besoins de matériel roulant sont extrêmement considérables. La demande de moyens de transport est si grande que nous serons forcés, l'année prochaine, de réclamer de nos locomotives et wagons non pas seulement 100, mais 120 à 130 % de leur capacité de rendement.

Le capital de base du commissariat des Voies de communication sera mis extraordinairement à contribution et nous pourrions nous trouver, à bref délai, devant une catastrophe, si nous ne prenions pas des mesures énergiques.

QUELQUES QUESTIONS COMMERCIALES

Permettez-moi maintenant de passer au commerce. Les chiffres montrent que, dans ce domaine, comme dans celui de l'industrie, l'Etat prend de plus en plus le dessus sur le capitaliste privé.

Avant la guerre, le chiffre d'affaires total du commerce intérieur était de 20 milliards de roubles; en 1923/24, il était de 10 milliards (51 %) et, en 1924/25, de 14 milliards (71 %). Il y a donc un progrès incontestable sur l'année 1923/24. La part de l'Etat dans ce chiffre d'affaires s'élevait, en 1923/24, à 45 % celle des coopératives à 19 % et celle du capital privé à 35 %. En 1924/25, nous avons les chiffres suivants : Etat 50 %, coopératives 24,7 %, capital privé 24,9 %. Donc : fléchissement de la part du capital privé, accroissement de la part de l'Etat et des coopératives. Si nous partageons le chiffre d'affaires entre le grand et le petit commerce, nous voyons la même tendance.

Dans le commerce de gros, la part de l'Etat dans le chiffre d'affaires total passe de 62 % en 1923/24, à 68,9 en 1924/25. Celle des coopératives augmente pendant la même période de 15 à 19 %, tandis que celle du capital privé tombe de 21 à 11 %. Dans le commerce de détail, nous avons pour les deux années en question les chiffres suivants : part de l'Etat, 16 et 23 %, part des coopératives,

25,9 et 32,9 %, part du commerce privé, 57 et 44,3 %. Nous avons donc, dans le commerce de détail, franchi la passe critique. L'année dernière, le capital privé avait encore la prépondérance; cette année, elle est passée du côté du commerce de l'Etat et des coopératives.

Les chiffres suivants de l'année économique 1924/25 sont significatifs pour l'importance croissante du commerce de l'Etat et des coopératives en matières premières et en céréales : graines oléagineuses 65 %, lin 94 %, coton près de 100 %. Pour le blé, les chiffres étaient de 75 % en 1923/24 et de 70 % en 1924/25. Nous remarquons ici un certain recul. Mais, en général, la croissance de l'élément étatique et coopératif est indiscutable aussi bien dans le grand que dans le petit commerce.

Le fait que la part du commerce étatique dans l'approvisionnement en blé, quoique supérieure à celle du commerce privé, a diminué comparativement à l'année dernière, montre que nous avons commis une erreur dans ce domaine. La responsabilité de cette erreur de calcul incombe non seulement aux organes soviétistes, mais aussi au Comité central du parti, ce dernier étant responsable de tout ce qui se passe dans nos organes d'Etat.

Cette erreur vient de ce qu'en établissant nos plans, nous n'avons pas tenu compte du fait que l'état du marché, les conditions de l'approvisionnement en blé ne sont pas tout à fait les mêmes cette année que l'année dernière. Cette année est la première où nous soyons allés sur le marché des grains sans pression administrative et avec le minimum de pression fiscale; c'est la première fois que le paysan et le représentant du gouvernement ont été face à face sur le marché sur un pied d'égalité.

Or, c'est ce dont nos organes du plan économique n'ont pas tenu compte lorsqu'ils se proposaient de se procurer, avant le 1^{er} janvier 1926, 70 % de la quantité de blé nécessaire. Nous n'avons pas tenu compte du fait que le paysan, lui aussi, sait manœuvrer, qu'il garde

sa principale marchandise, le froment, dans l'attente d'une hausse des prix, et qu'il préfère, entre temps, apporter sur le marché des céréales de valeur moindre. Nous n'avons pas envisagé tout cela.

Par suite, le plan d'approvisionnement en blé a dû être révisé, et le plan d'exportation du blé, aussi bien que celui de nos importations, ont dû être limités en conséquence. Le nouveau plan d'importation et d'exportation, qui d'ailleurs n'est pas encore établi définitivement, prévoit un solde actif de 100 millions.

LES CLASSES, LEUR ACTIVITÉ, LEURS RAPPORTS

Le rétablissement de la situation économique du pays a pour conséquence une amélioration de la situation matérielle de la population, surtout de la classe ouvrière. Le déclassement de la classe ouvrière est déjà du domaine de l'histoire. Son rétablissement et sa croissance marchent à une allure rapide. Quelques chiffres : au 1^{er} avril 1924, dans toutes les branches de l'industrie (y compris la petite industrie, l'industrie saisonnière et l'agriculture), nous avons, d'après les calculs du commissariat du Travail, 5 millions d'ouvriers, dont 1 million de journaliers agricoles et 700.000 chômeurs.

Au 1^{er} octobre 1925, nous comptons déjà plus de 7 millions de travailleurs salariés, dont 1.200.000 journaliers agricoles et 715.000 chômeurs. La croissance numérique de notre classe ouvrière est donc indiscutable.

Le salaire mensuel moyen des ouvriers calculé en roubles-marchandise était, au 1^{er} avril 1924, de 35 roubles, soit 62 % du salaire d'avant-guerre; en septembre 1925, de 50 roubles, soit 95 % du salaire d'avant-guerre. Il y a même des branches de l'industrie où le salaire a dépassé le niveau d'avant-guerre.

Le salaire réel moyen était, en avril 1924, de 0,88 rouble par jour; en

septembre, de 1 rouble 25. La valeur moyenne de la production journalière d'un ouvrier, calculée aux prix d'avant-guerre, s'élevait, en avril 1924, à 4 rbl. 18, en 1925, à 6 rbl. 14, soit 85 % de celle d'avant-guerre. Si l'on considère le rapport entre le salaire et le rendement du travail, on voit que l'élévation des salaires marche de pair avec l'augmentation du rendement du travail. En juin et en juillet, nous constatons cependant, malgré la nouvelle augmentation des salaires, une progression moindre du rendement du travail. Cela s'explique en partie par les congrès, en partie par l'apparition dans les fabriques de nouvelles couches semi-rurales.

Le fonds des salaires s'élevait, pour l'industrie seulement, en 1923-24, à 808 millions; en 1924-25, à 1.200 millions; en 1925-26, il est évalué à 1.700 millions de roubles.

Je ne parlerai pas du but auquel est destiné le fonds d'assurance sociale, car c'est une chose connue. Je me bornerai à citer quelques chiffres pour montrer combien l'Etat prolétarien fait pour l'assurance. Le nombre total des assurés, qui était de 6.700.000 en 1924-25, s'élèvera à 7 millions en 1925-26. La moyenne de la prime d'assurance représentait, en 1924-25, 14,6 % du total des salaires ; pour 1925-26, elle est évaluée à 13,84 %. En chiffres absolus, 422 millions ont été affectés à cet effet en 1924-1925, et 588 millions seront probablement dépensés en 1925-1926. Sur les sommes qui avaient été fixées pour l'année dernière, 71 millions sont restés disponibles dans les caisses de l'assurance sociale.

L'augmentation de la production agricole a naturellement contribué à l'amélioration de la situation matérielle de la classe paysanne. Des renseignements fournis par nos organes économiques, il ressort que la consommation personnelle de la population paysanne a augmenté plus rapidement que celle de la population urbaine. Le paysan commence à mieux se nourrir et dépense plus pour ses besoins que l'année dernière.

A cela, il faut ajouter l'aide que l'Etat prolétarien apporte aux paysans pauvres et aux victimes de la mauvaise récolte. Le commissariat des Finances évalue cette aide financière, pour l'année économique 1924-25, à environ 100 millions de roubles.

Les secours accordés aux victimes de la mauvaise récolte de 1924 s'étendirent à une population de plus de 7 millions d'habitants. Au total, on distribua de 108 à 110 millions de roubles. De plus, on créa un fonds de 77 millions pour combattre la sécheresse. Ce tableau montre l'aide accordée par l'Etat prolétarien aux couches pauvres de la classe paysanne, aide naturellement insuffisante, mais cependant assez importante pour être signalée ici.

Quelques mots sur la recrudescence d'activité des masses. Le fait fondamental de notre situation politique intérieure est que l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans a eu pour effet d'augmenter considérablement leur activité politique. Nous entrons dans une période d'activité intense de tous les groupes sociaux et de toutes les classes, non seulement de la classe ouvrière et de la classe paysanne, mais aussi de la nouvelle bourgeoisie urbaine et rurale et de ses représentants intellectuels.

C'est ce qui a déterminé, dans notre politique, le revirement exprimé par les résolutions de la XIV^e conférence du parti. Intensification de l'activité des soviets, des coopératives, des syndicats, aide matérielle aux paysans pauvres, alliance avec les paysans moyens, liquidation des survivances du communisme de guerre, telles sont les nouvelles directives de la politique du parti dans les villages.

Vous savez quelle était chez nous la situation dans les campagnes à la fin de l'année dernière et au commencement de cette année : le mécontentement général de la classe paysanne croissait; il y eut même en certains endroits des tentatives d'insurrection. Je me bornerai à rappeler la révolte de la Géorgie et toute une série de vengeances exercées contre des présidents de comités exécutifs

cantonaux et des secrétaires de cellules rurales. Tels sont les faits qui ont déterminé la nouvelle orientation de la politique du parti à la campagne.

L'expérience dont nous disposons a d'ailleurs montré que cette nouvelle politique était complètement justifiée.

TROIS MOTS D'ORDRE DE LÉNINE SUR LA QUESTION PAYSANNE

Avons-nous bien agi en nous orientant sur les paysans moyens? Quelle est la base doctrinale de cette nouvelle politique? Y a-t-il quelques instructions de Lénine à ce sujet?

Le II^e congrès de l'Internationale communiste a adopté, sur la question paysanne, une résolution déclarant qu'à l'époque de la lutte pour la prise du pouvoir, seuls les paysans pauvres peuvent être des alliés pour le prolétariat, et que les paysans moyens ne peuvent être que neutralisés. Est-ce vrai? Oui, c'est vrai. Lénine écrivit cette résolution pour les partis qui se trouvent à la veille de la prise du pouvoir.

Mais, maintenant, nous sommes arrivés au pouvoir. Là, est la différence. Dans la question paysanne, dans la question de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, le léninisme connaît trois mots d'ordre principaux, correspondant à trois périodes différentes de la révolution. Ce qu'il faut, c'est saisir exactement la transition du premier mot d'ordre au deuxième et du deuxième au troisième.

Autrefois, lorsque nous allions à la révolution bourgeoise, lorsque nous, bolcheviks, nous esquissions pour la première fois notre tactique à l'égard de la classe paysanne, Lénine disait : « Alliance avec toute la classe paysanne contre le tsar et les propriétaires fonciers et neutralisation de la bourgeoisie libérale ». C'est avec ce mot d'ordre que nous sommes entrés dans la révolution bourgeoise

et que nous avons vaincu. C'était la première étape de notre révolution.

Plus tard, lorsque nous arrivâmes à la deuxième étape, la révolution d'Octobre, Lénine lança un nouveau mot d'ordre répondant à la nouvelle situation : « Alliance avec la petite paysannerie contre la bourgeoisie, neutralisation de la paysannerie moyenne ».

Ce mot d'ordre est nécessaire pour les partis communistes qui sont à la veille de conquérir le pouvoir. Même lorsqu'ils ont déjà conquis le pouvoir, mais ne l'ont pas encore consolidé, ils ne peuvent plus compter sur l'alliance avec les paysans moyens.

Le paysan moyen est un homme de calcul, qui regarde d'abord quel sera le vainqueur, qui attend et ne conclut une alliance avec nous que lorsque nous sommes définitivement maîtres de la situation et que nous avons chassé les propriétaires fonciers et les bourgeois. C'est pourquoi, dans la deuxième période de notre révolution, nous n'appliquâmes plus le mot d'ordre de l'alliance des ouvriers avec *toute* la classe paysanne, mais celui de l'alliance du prolétariat avec la petite paysannerie.

Et après? Après, lorsque notre pouvoir fut suffisamment consolidé, que les attaques des capitalistes furent repoussées et que nous fûmes entrés dans l'époque de l'édification socialiste, Lénine nous donna le troisième mot d'ordre : « Alliance du prolétariat et de la petite paysannerie avec la moyenne paysannerie ». C'est le seul mot d'ordre juste correspondant à la nouvelle période de la révolution.

Il est juste non seulement parce que, maintenant déjà, nous pouvons compter sur cette alliance, mais aussi parce que, dans l'édification du socialisme, nous devons collaborer avec des dizaines de millions d'habitants des villages. Cette collaboration est indispensable à la construction du socialisme.

Le socialisme n'embrasse pas que les villes. Le socialisme est une organisation économique qui unit l'industrie et l'agriculture sur la base de la socialisation des moyens de production. Sans l'union de ces deux territoires économiques, le socialisme est impossible.

Ce qu'a dit Lénine au II^e congrès de l'Internationale communiste est absolument exact, car, dans une période de lutte pour le pouvoir ou dans une période où le pouvoir conquis n'est pas encore consolidé, on ne peut compter que sur l'alliance de la petite paysannerie et la neutralisation des paysans moyens.

Mais quand on a conquis et consolide le pouvoir, quand on a commencé la construction et qu'on doit opérer avec des dizaines de millions d'hommes, l'alliance du prolétariat et de la petite paysannerie moyenne est le seul mot d'ordre juste.

Ce passage de l'ancien mot d'ordre : « Alliance du prolétariat avec la petite paysannerie et neutralisation des paysans moyens » au mot d'ordre : « Alliance avec les paysans moyens » fut exécuté au VIII^e congrès de notre parti. Permettez-moi de citer un passage du discours d'ouverture de Lénine :

Les meilleurs représentants du socialisme de l'ancien temps, à l'époque où ils croyaient encore à la révolution et la préparaient théoriquement, parlaient de la neutralisation de la classe paysanne, c'est-à-dire de la transformation de la classe paysanne moyenne en une couche sociale qui, si elle ne soutenait pas activement la révolution du prolétariat, ne nous gênerait pas du moins dans notre travail.

Cette position du problème, abstraite et théorique, est tout à fait claire pour nous, mais insuffisante. Nous sommes entrés dans un stade de la construction socialiste où il est nécessaire, en nous basant sur l'expérience de notre travail à la campagne, d'élaborer concrètement et en détail les règles principales d'une politique

tendant à établir une alliance étroite avec la paysannerie moyenne. Telle est, dans la période historique actuelle, la base théorique de la politique du parti, politique fondée sur une alliance solide avec le paysan moyen.

Que ceux qui cherchent, en s'appuyant sur la résolution du II^e congrès de l'I.C., à réfuter les paroles précitées de Lénine le disent ouvertement.

C'est ainsi que se pose la question au point de vue théorique. Lénine avait trois mots d'ordre différents pour la politique paysanne du parti : l'un pour la période de la révolution bourgeoise, le second pour la période de la révolution d'Octobre et le troisième pour la période consécutive à la consolidation du pouvoir soviétiste. Celui qui pense remplacer ces trois mots d'ordre par un mot d'ordre commun commet une lourde erreur.

Maintenant, si l'on aborde la question pratiquement, il est clair qu'après avoir fait la révolution d'Octobre, chassé les propriétaires fonciers et distribué la terre entre les paysans, nous avons plus ou moins nivelé la Russie et que le paysan moyen, malgré la différenciation des couches rurales, constitue encore la majorité de la population campagnarde.

Cette différenciation est inévitable sous la Nep. Mais elle se poursuit lentement. J'ai lu tout dernièrement un manuel édité sous la responsabilité de la section d'Agitprop du C. C. et un autre publié, si je ne me trompe, par la section d'Agitprop de Léninegrad. A en croire ces manuels, la proportion des paysans pauvres était, sous le tsar, de 60 % environ, tandis que maintenant elle est de 75 % ; celle des koulaks était de 5 %, alors que maintenant elle est de 8 à 12 % ; quant aux paysans moyens, ils étaient plus nombreux autrefois que maintenant.

Je ne voudrais pas être brutal, mais donner de tels chiffres, c'est faire

œuvre de contre-révolutionnaire. Comment un homme pensant en marxiste peut-il dire de telles choses, et qui plus est, les imprimer dans une brochure du parti?

Sous le tsar, la propriété privée de la terre existait et le gouvernement accentuait autant que possible la différenciation de la population rurale. Mais, dans notre régime prolétarien, la propriété privée de la terre est supprimée et nous pratiquons une politique de crédit et de coopération défavorable à la différenciation. Comment se pourrait-il, dans ces conditions, qu'il se soit produit chez nous une différenciation plus grande que sous le tsar, qu'il y ait beaucoup plus de *koulaks* et de paysans pauvres qu'autrefois? Comment des gens qui s'intitulent marxistes peuvent-ils dire de telles absurdités?

Il est également absurde de dire, comme l'a fait la Direction centrale de statistique, qui s'est d'ailleurs rectifiée elle-même, que les paysans aisés détiennent 61 % des excédents de marchandises, les paysans moyens 39 % et les paysans pauvres rien du tout.

Maintenant que nous avons nivelé la campagne grâce à la révolution agraire, maintenant que les paysans moyens constituent, malgré la différenciation, la majorité de la population rurale et que notre travail d'édification socialiste exige la collaboration de la masse fondamentale de la paysannerie, la politique de l'alliance avec les paysans moyens est la seule politique juste.

Voici comment Lénine formulait nos tâches lorsque, dans son projet de brochure sur l'impôt alimentaire, il motivait la nouvelle politique économique :

Maintenant, le principal, c'est l'augmentation de la production... partant, l'orientation sur le paysan moyen... Le paysan travailleur est le facteur capital de notre essor économique...

Cette pensée de Lénine est à la base de toutes les concessions à la

classe paysanne décidées à la XIV^e conférence de notre parti, au mois d'avril dernier.

Quel est le rapport entre la résolution de la conférence d'avril et la résolution sur le travail parmi les paysans pauvres que le Comité central a adoptée à l'unanimité en octobre, en même temps que les , résolutions de la XIV^e conférence ?

La tâche principale devant laquelle nous nous sommes trouvés à la séance plénière d'octobre du Comité central était de maintenir solidement la politique d'alliance avec les paysans moyens, décidée par nous à la conférence d'avril. C'était nécessaire, car un certain nombre de camarades prétendaient que cette politique était fautive, inacceptable, contraire aux intérêts de la petite paysannerie.

La question des paysans pauvres représentait-elle quelque chose de nouveau pour nous lorsque se tint, en octobre, la séance plénière du Comité central?

Certes non. Tant qu'il existera des paysans pauvres, nous devons maintenir notre alliance avec eux. Nous le savions déjà en 1903, année où parut la brochure de Lénine intitulée *Aux paysans pauvres*. En tant que marxistes, en tant que communistes, nous devons nous appuyer sur les éléments pauvres de la paysannerie. En effet, sur quels autres éléments pourrions-nous nous appuyer?

Cette question n'était donc pas nouvelle; elle ne contenait et ne pouvait rien contenir de nouveau pour nous, ni en avril, ni en octobre, ni à la conférence du parti, ni à la séance plénière du Comité central. Si, cependant, la question de la petite paysannerie a surgi, c'est à la suite de l'expérience que nous avons recueillie au cours des dernières élections aux soviets.

Que s'est-il passé? Les soviets vivaient d'une vie nouvelle, plus intense. On commençait à appliquer la démocratie soviétiste. Mais

pour qui? La démocratie soviétiste c'est, en effet, la direction de la classe ouvrière. Aucune démocratie ne peut être qualifiée de démocratie véritablement soviétiste, véritablement prolétarienne, si elle n'est pas dirigée par le prolétariat et son parti. Mais que signifie la démocratie soviétiste sous la conduite du prolétariat?

Cela signifie que le prolétariat doit avoir ses représentants au village. Quels doivent être ces représentants? Des représentants de la petite paysannerie. Et dans quelle situation se trouvait la petite paysannerie quand nous avons intensifié la vie des soviets? Dans un état de décadence, de décomposition.

Certains éléments de la petite paysannerie, et même certains communistes, considéraient que la renonciation à la politique de pression et de violence contre le koulak était une trahison à l'égard de la petite paysannerie. Et au lieu de mener une lutte organisée contre les *koulaks*, ils pleurnichaient et se lamentaient.

Que fallait-il faire pour combattre cet état d'esprit? Il fallait d'abord exécuter la tâche fixée par la XIV^e conférence du parti, c'est-à-dire préciser les conditions, les modes et l'importance de l'aide matérielle à accorder aux paysans pauvres. Il fallait ensuite poser le mot d'ordre de l'organisation de fractions ou groupes spéciaux de paysans pauvres destinés à mener une lutte politique ouverte pour gagner le paysan moyen et isoler le koulak au moment des élections aux soviets, à la coopération, etc.

C'est ce qu'a fait Molotov dans ses thèses sur le travail parmi la petite paysannerie, thèses représentant le résultat de ses trois mois de travail au sein de la commission paysanne du C. C. et adoptées à l'unanimité par le Comité central à sa séance plénière d'octobre.

Ainsi, la résolution de la séance plénière d'octobre est la suite logique de la résolution de la XIV^e conférence nationale.

On devait donc d'abord poser concrètement la question de l'aide à

accorder à la petite paysannerie et, deuxièmement, lancer le mot d'ordre de l'organisation de groupes de paysans pauvres.

Ce mot d'ordre était nécessaire pour mettre fin à l'état de dispersion de la petite paysannerie et permettre à cette dernière de s'organiser, avec l'aide du parti, en une force politique indépendante, capable d'aider le prolétariat dans la lutte qu'il mène pour triompher du *koulak* et gagner entièrement à sa cause la paysannerie moyenne.

La petite paysannerie est encore imprégnée de la mentalité du communisme de guerre. Elle compte sur la Guépéou (police politique), sur les organes de l'Etat, sur tout, sauf sur elle-même et ses propres forces. Or, il faut mettre fin à cette passivité, à cet esprit de paresse.

Il faut amener les paysans pauvres à s'organiser avec l'aide du parti communiste et de l'Etat et leur apprendre à lutter contre les *koulaks* dans les soviets, dans la coopération, dans les comités paysans et dans tous les domaines de la vie publique, et cela non pas au moyen de requêtes à la Guépéou, mais au moyen d'une lutte politique organisée. Ce n'est qu'ainsi que la petite paysannerie peut être fortifiée, organisée et devenir un soutien actif du prolétariat.

C'est pourquoi il était nécessaire de poser en octobre la question des paysans pauvres.

Deux dangers et deux déviations dans la question paysanne

La question paysanne a donné lieu dans notre parti à deux déviations qui consistent, l'une à sous-estimer le danger *koulak*, l'autre à l'exagérer et à sous-estimer le rôle du paysan moyen.

Je ne veux pas dire que ces deux déviations représentent pour nous un danger mortel. Mais il est nécessaire de les combattre à temps avant qu'elles n'entraînent des conséquences graves.

En ce qui concerne la première déviation, elle était inévitable, car le développement de notre vie économique entraîne une certaine recrudescence du capitalisme, qui devait, à son tour, entraîner une certaine confusion dans notre parti. D'autre part, ce développement provoque une lutte entre l'industrie socialiste et le capital privé.

Lequel des deux vaincra l'autre? La prépondérance est actuellement du côté de l'élément socialiste. Mais c'est un fait que l'élément *koulak* se développe et que nous ne l'avons encore pas battu économiquement. Le *koulak* rassemble ses forces, et ne pas le remarquer, croire que le *koulak* n'est qu'un épouvantail, c'est nuire au parti, c'est le désarmer dans sa lutte contre le *koulak*, contre le capitalisme, car le *koulak* n'est autre chose que l'agent du capitalisme au village.

On parle de Bogouchevsky. Certes, il a tendance à sous-estimer le danger koulak. Mais il n'est pas pour le koulak, sinon il faudrait le chasser de notre parti. Or, jusqu'à présent, personne, autant que je sache, n'a réclamé son exclusion. La tendance qui consiste à sous-estimer le danger koulak, qui empêche le parti d'être toujours prêt à lutter contre les éléments capitalistes a été formellement condamnée par une décision du Comité central.

Mais il existe une autre déviation qui consiste, au contraire, à surestimer le danger koulak. Chose étrange ! On a introduit la Nep, sachant que la Nep représente un certain rétablissement du capitalisme et, par conséquent, la réapparition du koulak. Et à peine le koulak est-il là qu'on tombe dans la panique et qu'on perd la tête au point d'oublier complètement le paysan moyen.

Cependant, notre tâche principale au village consiste actuellement à lutter pour conquérir le paysan moyen, pour le séparer du koulak, pour isoler ce dernier en s'alliant fortement à la classe paysanne moyenne. C'est ce qu'oublient les camarades pris actuellement de panique devant le danger koulak.

La première déviation consiste à sous-estimer le rôle du koulak et principalement de l'élément capitaliste au village. Elle part du point de vue que le développement de la Nep ne conduit pas au rétablissement des éléments capitalistes au village; que le koulak et, en général, les éléments capitalistes, sont en voie de disparition ou, plus exactement, ont disparu; qu'au village il n'y a aucune différenciation sociale, que le koulak n'est qu'un spectre du passé, un épouvantail et rien de plus. Où conduit cette déviation? Elle conduit, en réalité, à la négation de la lutte de classe au village.

La deuxième déviation consiste à exagérer le rôle du koulak, et principalement des éléments capitalistes au village, à se laisser aller à une terreur panique, à nier que l'alliance du prolétariat et de la petite paysannerie avec les paysans soit possible et conforme à nos intérêts.

Elle part du point de vue que le capitalisme est en train de se rétablir à la campagne, que ce rétablissement du capitalisme est un processus tout-puissant qui touche jusqu'à la coopération, que, par suite, la différenciation doit croître incessamment et que les groupes extrêmes, c'est-à-dire les koulaks et la petite paysannerie, se renforcent de jour en jour et que les groupes moyens, c'est-à-dire la paysannerie moyenne, doivent s'affaiblir de plus en plus et disparaître progressivement.

Pratiquement, cette déviation conduit au déchaînement de la lutte de classe au village, au retour à la politique du communisme de guerre, donc à la proclamation de la guerre civile dans notre pays et, ainsi, à la destruction de tout notre travail de construction et, enfin, à la négation du plan coopératif de Lénine, qui consiste à inclure l'économie paysanne dans le système de construction socialiste.

De ces deux déviations, quelle est la pire? Elles sont mauvaises toutes les deux. Si on les laisse se développer, elles sont capables de

décomposer et de ruiner le parti. Par bonheur, il y a dans notre parti des forces capables de les étouffer dans le germe. *{Applaudissements.}*

Ces deux déviations sont également pernicieuses et l'on ne saurait déterminer laquelle est la plus dangereuse. Mais on peut poser la question d'un autre point de vue. Contre laquelle de ces deux déviations le parti est-il le mieux préparé à lutter? C'est ainsi que l'on doit poser pratiquement la question.

Si l'on demande aux communistes à quoi le parti est le mieux préparé : à frapper le koulak ou à s'en abstenir et à s'allier avec le paysan moyen, je crois que 99 % répondront que le parti est mieux préparé à frapper le koulak. Mais en ce qui concerne l'autre tâche : suivre non pas la politique de violence à l'égard du koulak, mais celle, beaucoup plus compliquée, d'isolement du koulak par l'alliance avec le paysan moyen, elle est beaucoup plus difficile.

C'est pourquoi je crois que le parti doit, tout en combattant les deux déviations, concentrer son feu principalement sur la seconde. Même en torturant le marxisme ou le léninisme, on n'arrivera jamais à dissimuler le fait que le koulak constitue un danger.

Mais le principe de la nécessité d'une alliance avec le paysan moyen, que Lénine parle de neutraliser dans la résolution du II^e congrès mondial, peut toujours être obscurci, délayé par des phrases sur le léninisme et le marxisme II y a ici un riche terrain pour les citations, pour ceux qui veulent tromper le parti, lui cacher la vérité. Il est possible ici de se livrer à diverses manipulations avec le marxisme, et c'est justement pour cela que le feu doit être concentré contre la deuxième déviation.

Je laisserai de côté quelques questions concernant l'appareil de l'Etat, qui manifeste une tendance à se soustraire à la direction du parti, ce à quoi il ne réussira pas. Je ne parlerai pas du

bureaucratisme de cet appareil, car mon rapport est déjà très long. D'ailleurs, ces questions ne sont nouvelles pour personne dans le parti.

Les tâches du parti

Je vais examiner maintenant les tâches du parti en matière de politique intérieure.

En ce qui concerne le développement de l'ensemble de l'économie nationale, nos tâches consistent :

- a)* A augmenter la production du pays;
- b)* A faire de notre pays essentiellement agricole un pays industriel;
- c)* A assurer la victoire des éléments socialistes sur les éléments capitalistes dans l'économie nationale;
- d)* A assurer l'indépendance nécessaire à l'économie nationale de l'U. R. S. S., encerclée par le capitalisme;
- e)* A augmenter, dans le budget de l'Etat, la proportion des recettes ne provenant pas des impôts;

Dans l'industrie et l'agriculture, nous avons à accomplir les tâches suivantes :

- a)* Développer notre industrie socialiste par l'élévation de notre niveau technique, l'augmentation du rendement du travail, la réduction des prix de revient et l'accélération du roulement du capital;
- b)* Amener la production du combustible et des métaux, ainsi que le rendement des transports par chemins de fer, au niveau des besoins croissants de l'industrie et du pays;
- c)* Développer l'industrie soviétiste locale;
- d)* Elever le rendement du sol, le niveau technique de l'agriculture, développer les cultures industrielles, industrialiser l'agriculture;
- e)* Intégrer les économies paysannes dispersées à l'ensemble de l'économie socialiste au moyen de la coopération et de l'élévation du niveau culturel de la paysannerie.

Notre politique commerciale exige de nous l'accomplissement des

tâches suivantes :

- a)* Extension et amélioration du système de répartition des marchandises (coopératives, commerce d'Etat) ;
- b)* Accélération maximum de la circulation des marchandises;
- c)* Réduction des prix de détail, augmentation de la prépondérance du commerce étatique et coopératif sur le commerce privé;
- d)* Création d'un front unique de tous les organes d'approvisionnement;
- e)* Développement du commerce extérieur de façon à obtenir une balance commerciale active et, partant, une balance des comptes active, garantie nécessaire contre l'inflation.

Dans l'établissement de notre plan économique, nous devons, avant tout, viser à l'accumulation des réserves nécessaires. A ce propos, deux mots sur une de nos sources de recettes, la vodka. D'aucuns s'imaginent que l'on peut construire l'édifice du socialisme en gants de soirée. C'est une erreur grossière. Du moment que nous n'obtenons pas d'emprunts, que nous sommes pauvres en capitaux, du moment que nous ne pouvons nous laisser asservir par les capitalistes d'Occident et accepter les conditions assujettissantes qu'ils nous proposent — et que nous avons d'ailleurs repoussées — il ne nous reste plus qu'à chercher des sources de revenus dans un autre domaine. Ce sera mieux, malgré tout, que de nous laisser mettre en tutelle. Il faut choisir entre l'asservissement et la vodka, et penser que l'on peut construire le socialisme en gants de soirée, c'est se tromper lourdement.

Au point de vue des rapports entre les classes, nous avons à accomplir les tâches suivantes :

- a)* Lutte pour le renforcement de l'alliance du prolétariat et de la petite paysannerie avec le paysan moyen;
- b)* Lutte pour l'hégémonie du prolétariat dans cette alliance;
- c)* Isolement politique et économique du koulak et des capitalistes urbains.

Sur le terrain de la construction soviétiste, il faut mener une lutte

énergique contre le bureaucratisme, en faisant participer à cette lutte les larges masses ouvrières.

Je voudrais dire quelques mots de la nouvelle bourgeoisie et de la tendance des « Nouveaux Jalons ». Cette tendance est l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie qui se constitue lentement et s'unit aux koulaks et à une partie des intellectuels.

La nouvelle bourgeoisie a créé une nouvelle idéologie, reposant sur le principe suivant : le parti communiste doit dégénérer et la bourgeoisie se consolider, les bolcheviks s'engagent peu à peu dans la voie de la république démocratique et, un beau jour, grâce à l'aide d'un Napoléon quelconque, sorti des rangs des fonctionnaires militaires ou civils, ils se réveilleront dans une république bourgeoise ordinaire.

Telle est cette idéologie erronée qui tend à abuser non seulement les intellectuels, mais aussi certains milieux qui nous touchent de près. Je n'ai pas besoin de réfuter ici la sotte affirmation de « dégénérescence » de notre parti. Notre parti ne dégénère pas et ne dégénérera pas, car il est suffisamment trempé pour ne pas dégénérer. (*Applaudissements.*)

Nos cadres, aussi bien les jeunes que les vieux, se développent constamment au point de vue idéologique. C'est une chance pour nous d'être arrivés à éditer quelques œuvres de Lénine. Maintenant, on les lit, on les étudie, on commence à les comprendre. Non seulement les chefs, mais aussi les militants moyens du parti, commencent à comprendre le léninisme.

C'est là une des principales garanties que notre parti ne déviara pas de la voie du léninisme. (*Tonnerre d'applaudissements.*) Si, malgré tout, j'ai parlé de ces idéologues bourgeois, ce n'est que pour répondre en deux mots à tous ceux qui comptent sur une dégénérescence de notre parti et de notre Comité central. L'auteur de

l'idéologie en question est Oustrialov. Il est employé dans notre service des transports; on dit qu'il travaille bien. S'il travaille bien, il peut rêver tant qu'il voudra de la dégénérescence de notre parti. Le rêve n'est pas défendu chez nous.

Mais qu'il sache bien que, tout en rêvant de notre dégénérescence, il doit œuvrer pour notre parti bolchevik; autrement, il pourrait lui arriver malheur. (*Applaudissements.*)

III - Le parti

J'ai laissé pour la fin de mon rapport les questions concernant le parti, non pas que je considère ce dernier comme un facteur moins important de notre développement, mais, au contraire, parce que je le regarde comme son facteur le plus important.

J'ai parlé des succès de la dictature du prolétariat dans la politique intérieure et extérieure, dans les conditions d'encerclement capitaliste et dans la construction socialiste à l'intérieur du pays.

Ces succès auraient été impossibles, si notre parti n'avait pas été à la hauteur de sa tâche, s'il n'avait pas grandi, s'il ne s'était pas fortifié. L'importance du parti, en tant que force directrice dans le pays, est incommensurable.

La dictature du prolétariat ne peut pas exister sans le parti et sa direction. Sans la direction du parti, la dictature du prolétariat serait impossible aujourd'hui, avec l'encerclement capitaliste. Chaque ébranlement, chaque affaiblissement du parti est un ébranlement, un affaiblissement de la dictature du prolétariat. C'est ce qui explique que la bourgeoisie de tous les pays ne peut parler qu'en termes furibonds de notre parti.

Je ne veux pas dire par là que notre parti soit identique à l'Etat. Le parti est la force directrice de notre Etat. Mais il serait stupide d'en

inférer, comme le font certains camarades, que le Bureau politique est l'organe suprême de l'Etat. C'est là une erreur qui ne peut qu'être utile à nos ennemis. Le Bureau politique est l'organe suprême, non de l'Etat, mais du parti, qui est la force directrice de l'Etat.

C'est pourquoi les questions concernant la composition, le niveau idéologique et les cadres du parti, ses capacités de direction économique et politique, son influence dans la classe ouvrière et paysanne et, enfin, sa situation intérieure, sont les questions fondamentales de notre politique.

Parlons avant tout de la composition du parti. Au 1^{er} avril 1924, le parti comptait, abstraction faite de la « promotion léninienne », 446.000 membres et stagiaires, dont 196.000 ouvriers (44 %), 128.000 paysans (28 %), 121.000 employés et autres (27 %).

Au 1^{er} juin 1925, le parti groupait déjà 911.000 membres et stagiaires, dont 534.000 ouvriers (58,6 %), 216.000 paysans (23,8%), 160.000 employés et autres (17,6 %). Au 1^{er} novembre 1925, le nombre des membres et des stagiaires est de 1.025.000. Quel est le pourcentage de la classe ouvrière organisée dans notre parti?

Au 1^{er} juillet 1924, l'Union Soviétique comprenait 5 millions 500.000 ouvriers, y compris les ouvriers agricoles. A la même époque, le parti englobait 390.000 ouvriers, soit 7 % de toute la classe ouvrière. Au 1^{er} juin 1925, il y avait en U. R. S. S. 6.500.000 ouvriers, dont 534.000, soit 8 %, dans le parti. Au 1^{er} octobre 1925, le parti englobait 570.000 ouvriers sur 7 millions, soit 8 %. Je signale tout cela pour montrer combien il est peu raisonnable de dire que nous devons, en un an ou deux, amener toute la classe ouvrière dans notre parti.

Examinons maintenant la proportion d'ouvriers de la grande

industrie que renferme le parti communiste. Le nombre des ouvriers occupés de façon permanente dans Cette industrie s'élevait, au 1^{er} janvier 1924, à 1.605.000. Le parti comprenait alors 196.000 ouvriers, soit 12 % du total des ouvriers de la grande industrie. Mais si l'on prend les membres du parti travaillant à l'établi, on constate que leur nombre était de 83.000 au 1^{er} janvier 1924, soit 5 % de tous les travailleurs occupés dans la grande industrie.

Au 1^{er} juin 1924, la grande industrie occupait 1.780.000 ouvriers, dont 389.000, soit 21,8 %, appartenaient au parti.

Au 1^{er} janvier 1925, la grande industrie employait 1 million 845.000 ouvriers, dont 429.000, soit 23,7 % étaient membres du parti. Au 1^{er} juillet 1925, les chiffres correspondants étaient les suivants, 2.094.000 et 534.000 (25,5 %).

Ainsi, si l'accroissement du nombre des ouvriers organisés dans le parti par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière est plus lent que la croissance de la classe ouvrière elle-même, par contre la proportion des ouvriers organisés dans le parti croît plus rapidement que le nombre des ouvriers occupés dans la grande industrie.

Pouvons-nous dès lors dire que nous devons, au cours d'une année, élever à 90 le pourcentage des ouvriers dans le parti? Non, nous ne le pouvons pas, car nous ne sommes pas des utopistes. Si le parti comprend 380.000 ouvriers, nous devrions, pour que le reste de son effectif (700.000 hommes) représente 10 % seulement du total, élever le nombre de nos membres à plus de 5 millions en une année. Voilà ce à quoi n'ont certainement pas pensé les camarades qui ont jeté au hasard le chiffre de 90 %.

Est-ce que l'influence de notre parti croît dans la classe ouvrière? Il est presque superflu de le démontrer. Nous sommes un parti soigneusement sélectionné, un parti d'élite comme il n'en existe pas au monde. Ce fait seul indique que l'influence de notre parti dans les

rangs de la classe ouvrière est considérable et que notre parti représente le seul parti de la classe ouvrière.

Quant à l'influence de notre parti dans les villages, elle est moins forte. Le chiffre de la population rurale adulte, entre 18 et 60 ans, s'élevait à 53 millions à l'époque du XIII^e congrès; il se monte actuellement à plus de 54 millions. Au moment du XIII^e congrès, le nombre des communistes dans les cellules de villages était de 131.000 (0,26 %); il est maintenant de 202.000 (0,37 %).

Je ne veux pas dire qu'il doit progresser à une rapidité vertigineuse, mais ce pourcentage des paysans dans notre parti est vraiment trop insignifiant. Notre parti est un parti ouvrier, dans lequel les ouvriers domineront toujours; c'est la conséquence de la dictature du prolétariat. Mais, d'un autre côté, il est clair que cette dictature est impossible dans une alliance avec la paysannerie qui doit fournir au parti une certaine proportion de ses meilleurs éléments pour lui permettre de prendre pied solidement à la campagne. A ce point de vue, la situation n'est donc pas très favorable.

Le niveau idéologique de notre parti s'est sensiblement élevé. Je n'en donnerai comme preuve que la discussion qui s'est déroulée l'année dernière au sujet du trotskisme. Comme on le sait, il s'agissait alors de la révision du léninisme, d'un changement de la direction du parti. Vous savez comment le parti s'y est opposé avec énergie. C'est la preuve qu'il a grandi, que ses cadres se sont fortifiés.

Nous entrons malheureusement dans une nouvelle période de discussion. Mais je suis persuadé que le parti en sortira rapidement et sans dommage aucun.

Pour ne pas anticiper sur les événements et n'exciter personne, je ne parlerai ni de la façon dont les camarades de Léninegrad se sont conduits à leur conférence, ni de la réaction que cette conduite a provoquée chez les camarades de Moscou. Je pense que les délégués

le feront eux-mêmes, et j'établirai le bilan dans ma conclusion.

Camarades, je termine. J'ai parlé de notre politique extérieure et des antagonismes qui minent le monde capitaliste. J'ai dit que ces antagonismes ne pouvaient être liquidés que par la révolution prolétarienne en Occident.

J'ai parlé ensuite des contradictions inhérentes aux rapports de l'U. R. S. S. avec les Etats capitalistes. J'ai dit que ces Etats s'efforceront de transformer notre pays en satellite du système capitaliste, mais que nous nous défendrons en nous appuyant sur la classe ouvrière d'Occident, dont les représentants fraternisent déjà avec nous. Mais nous ne pourrons pas vaincre par nos propres forces seulement; nous avons besoin de l'aide de la révolution prolétarienne dans toute une série de pays.

J'ai parlé en outre des conflits existant au sein de notre pays entre les éléments capitalistes et socialistes. J'ai dit que nous pourrions en arriver à bout par nos propres forces. En douter, c'est douter de la victoire du socialisme.

Nous vaincrons dans cette lutte. Naturellement, plus rapidement viendra l'aide de l'Occident, mieux cela vaudra pour nous, car plus rapidement nous viendrons à bout de ces conflits, plus rapidement aussi nous éliminerons le capital privé et achèverons la victoire totale du socialisme.

Mais, même sans l'aide extérieure, nous ne désespérons pas, nous n'abandonnerons pas la lutte. (*Applaudissements.*) Nous n'avons pas peur des difficultés. Que celui qui est fatigué, qui s'effraye et perd la tête devant les difficultés, cède la place à ceux qui n'ont pas perdu leur courage et leur ténacité. (*Applaudissements.*)

Nous ne sommes pas de ceux qu'épouvantent les difficultés. Nous sommes bolcheviks, nous avons été à l'école de Lénine non pour

éviter les difficultés, mais pour les regarder en face et les vaincre.

J'ai parlé des fautes et des succès de notre parti. Nous avons commis beaucoup de fautes en matière de commerce extérieur, d'approvisionnement en blé, ainsi que dans d'autres domaines de notre activité. Nous ne sommes pas présomptueux. Nous avons fait des fautes, mais nous avons aussi remporté des succès.

Quoi qu'il en soit, nous avons atteint un résultat que personne ne peut nous enlever. Grâce à notre travail de construction économique, grâce aux succès que nous avons obtenus, nous avons montré au monde entier que les travailleurs qui se sont emparés du pouvoir savent non seulement abattre le capitalisme, non seulement détruire, mais aussi construire la société nouvelle, le socialisme.

Cette vérité nous l'avons rendue évidente, et c'est là une chose que personne ne peut nous enlever. Nous avons montré à la classe ouvrière d'Occident et aux peuples opprimés d'Orient que les ouvriers qui, jusqu'à présent, n'avaient su que travailler sous la direction de leurs maîtres, pouvaient, après avoir pris le pouvoir, administrer un grand pays et construire le socialisme, malgré toutes les difficultés.

Que faut-il aux prolétaires d'Occident pour vaincre? Avant tout la foi en leurs propres forces et la conviction que la classe ouvrière peut vivre sans la bourgeoisie; que la classe ouvrière est capable non seulement de détruire l'ancien monde, mais de construire le nouveau monde, le monde du socialisme.

Tout le travail de la social-démocratie consiste à faire pénétrer dans l'esprit des ouvriers le doute, le scepticisme à l'égard de leurs propres forces et de leurs possibilités de victoire sur la bourgeoisie. Tout notre travail, toute notre construction tendent, au contraire, à convaincre les prolétaires de tous les pays que la classe ouvrière est capable de bâtir une société nouvelle par ses propres forces.

Les visites des délégations ouvrières dans notre pays montrent que la classe ouvrière des pays capitalistes commence, en dépit de la social-démocratie, à croire en ses propres forces et en sa capacité de construire la société nouvelle sur les ruines de l'ancienne.

C'est là un des résultats les plus précieux de notre construction socialiste. Par notre œuvre, nous avons rendu aux travailleurs des pays capitalistes la foi en leurs propres forces et en leur triomphe définitif. Nous leur avons donné une nouvelle arme contre la bourgeoisie. Qu'ils soient prêts à saisir cette arme et à s'en servir, c'est une chose évidente si l'on considère que les visites des délégations ouvrières en U. R. S. S. continuent, et même se multiplient.

Quand les ouvriers des pays capitalistes auront pleinement confiance en leurs propres forces, ce sera le commencement de la fin du capitalisme et le signe le plus sûr de la victoire de la révolution prolétarienne.

C'est pourquoi je crois que nous ne travaillons pas en vain. C'est pourquoi j'ai la conviction que nous vaincrons dans le monde entier. *(Tonnerre d'applaudissements.)*

Discours de clôture

Camarades, je ne répondrai pas aux attaques personnelles, car le congrès a en mains un matériel suffisant pour connaître la vérité et pour se rendre compte des motifs de ces attaques. Je ne m'occuperai que du fond même des questions en discussion.

SOKOLNIKOV ET LA « DAWISATION » DE NOTRE PAYS

Je répondrai tout d'abord au camarade Sokolnikov, qui a déclaré dans son discours :

Staline a faussement formulé les deux lignes de notre développement économique. Il n'aurait pas dû parler de l'importation d'outillage, mais de l'importation de produits manufacturés.

Je prétends que, par cette déclaration, Sokolnikov se présente comme un partisan de la dawisation de notre pays.

Chacun sait que nous sommes actuellement obligés d'importer des moyens de production. Mais Sokolnikov transforme cette nécessité en principe, en théorie, en perspective générale de développement. C'est là son erreur. J'ai parlé dans mon rapport de deux lignes générales de notre développement économique, pour expliquer comment l'on peut assurer un développement économique indépendant à notre pays entouré de pays capitalistes. J'ai déclaré que notre ligne générale, c'était la transformation de notre pays agraire en pays industriel.

Qu'est-ce qu'un pays agraire? C'est un pays qui exporte des produits agricoles et importe de l'outillage, étant donné qu'il ne peut pas produire lui-même cet outillage. Si nous en restons à ce stade de développement, où nous ne produisons pas nous-mêmes notre outillage, mais où nous sommes forcés de l'importer de l'étranger, il ne nous sera pas possible d'empêcher la transformation de notre pays en un appendice du système capitaliste.

C'est pourquoi nous devons travailler activement à produire nous-mêmes les moyens de production dont nous avons besoin. Est-il possible que Sokolnikov ne comprenne pas cette vérité élémentaire?

Qu'exige le plan Dawes? Il exige que l'Allemagne tire des marchés étrangers, et particulièrement de notre marché soviétiste, les sommes dont elle a particulièrement besoin pour payer les réparations. Qu'en résulte-t-il? Il en résulte que l'Allemagne doit nous donner des moyens de production, que nous devons lui fournir en échange des produits agricoles et que., par suite, notre industrie doit se traîner à

la remorque de l'économie européenne. C'est là la base du plan Dawes. Je déclarais à ce sujet dans mon rapport que le plan Dawes, dans la mesure où il concerne notre pays, est fondé sur le sable mouvant, parce que nous ne voulons pas, pour l'amour d'un autre pays, rester un pays agraire, et que nous voulons produire nous-mêmes nos machines et autres moyens de production.

Nous devons faire en sorte que cette idée de la transformation de notre pays, de pays agraire en pays industriel capable de produire lui-même l'outillage qui lui est nécessaire, inspire toute l'activité des travailleurs de nos organismes économiques. C'est là qu'est la garantie de l'indépendance économique de notre pays.

Les auteurs du plan Dawes voudraient, par exemple, que nous nous bornions à produire des étoffes. Mais c'est trop peu pour nous, car nous voulons non seulement produire des étoffes, mais aussi fabriquer les machines nécessaires à la production de ces étoffes.

On voudrait que nous nous bornions à fabriquer des automobiles, mais nous voulons aussi construire les machines avec lesquelles on peut fabriquer les automobiles.

C'est là qu'est la différence entre nos deux lignes générales de développement, et c'est ce que ne veut pas comprendre Sokolnikov. Renoncer à cette politique, c'est renoncer à la construction socialiste, c'est œuvrer en faveur de la dawisation de notre pays.

KAMENEV ET NOS CONCESSIONS AUX PAYSANS

Le camarade Kaménev a déclaré que, par les décisions que nous avons adoptées à la XIV^e conférence sur la politique économique, le développement de l'activité des soviets, la liquidation des survivances du communisme de guerre, la fixation de la législation sur le fermage du sol et le salariat agricole, nous avons fait des

concessions, non pas à l'ensemble de la classe paysanne, mais aux koulaks et aux éléments capitalistes. Je prétends que c'est faux et que seul un libéral peut s'exprimer ainsi.

En quoi consistent les concessions que nous avons faites à la XIV^e conférence du parti? Rentrent-elles dans le cadre de la Nep ? Incontestablement. Mais peut-être avons-nous élargi la Nep à la conférence d'avril? S'il en est ainsi, pourquoi l'opposition a-t-elle voté les décisions de cette conférence?

En réalité, nous sommes tous contre l'extension de la Nep, cela tout le monde le sait. La Nep implique la liberté du commerce, du capitalisme privé, du salariat, et les décisions de la XIV^e conférence du parti ne sont que l'expression de la nouvelle politique économique introduite par Lénine. Lénine ne savait-il pas que la Nep serait tout d'abord exploitée par les capitalistes, les marchands et les koulaks? Naturellement, il le savait. Mais a-t-il jamais dit qu'en adoptant la Nep nous faisons par là des concessions aux spéculateurs et aux capitalistes, et non pas à la classe paysanne? Il ne l'a pas dit, et ne pouvait pas le dire.

Il a, au contraire, toujours déclaré que, par suite de la liberté du commerce et du capitalisme, nous faisons à la classe paysanne des concessions dans l'intérêt du maintien et du renforcement de notre alliance avec elle, étant donné que la paysannerie, dans les conditions actuelles, ne peut pas vivre sans la circulation des marchandises, sans un certain développement du capitalisme.

Nous ne pouvons, actuellement, maintenir notre alliance avec la paysannerie autrement que par l'intermédiaire du commerce; c'est de cette façon seulement que nous pouvons poser les bases de l'économie socialiste. C'est ainsi, et pas autrement, que Lénine traite la question des concessions. C'est également ainsi qu'il faut traiter la question des concessions faites à la XIV^e conférence du parti.

Permettez-moi de vous faire connaître l'opinion de Lénine à ce sujet. Dans son rapport aux secrétaires des cellules de Moscou sur l'impôt en nature, Lénine motive de la façon suivante l'adoption de la Nep par le parti:

Comme cette politique se concilie-t-elle avec le point de vue du communisme, et comment se fait-il que le pouvoir soviétiste facilite le développement du commerce libre? Est-ce bien du point de vue du communisme?

Pour répondre à cette question, nous devons étudier attentivement les modifications qui se sont produites au sein de la paysannerie. Au début, nous avons vu l'ensemble de la paysannerie se dresser contre le pouvoir des propriétaires fonciers. Contre ces derniers, les paysans pauvres ont marché, aussi bien que les koulaks, quoique avec des intentions différentes : les koulaks, dans le but d'enlever la terre aux propriétaires fonciers et de développer leur propre économie.

C'est là qu'est apparu l'antagonisme entre les intérêts et les aspirations des koulaks et des paysans pauvres. Les paysans pauvres ne pouvaient utiliser que dans une très faible mesure l'expropriation des terres, étant donné qu'ils ne disposaient pas du matériel nécessaire. Et nous voyons maintenant les paysans pauvres s'organiser pour empêcher les koulaks de s'emparer de la terre enlevée aux grands propriétaires fonciers.

Le pouvoir des Soviets a soutenu et soutient les comités des paysans pauvres. Il en est résulté que les paysans moyens sont devenus l'élément principal dans les villages... Le bien-être des koulaks a diminué, celui des paysans pauvres a augmenté, et la majorité de la population rurale se rapproche aujourd'hui du type moyen.

C'est pourquoi, si nous voulons élever la productivité de l'agriculture, nous devons compter, en première ligne, avec le

paysan moyen. C'est en ce sens que le parti communiste a dû modifier sa politique. La modification de cette politique vis-à-vis de la paysannerie s'explique par la modification de la situation de la paysannerie elle-même.

Plus loin, Lénine tire cette conclusion générale :

Nous devons organiser notre économie d'Etat en l'adaptant à l'économie du paysan moyen, que nous n'avons pu transformer en trois ans et que nous ne transformerons même pas en dix ans.

En d'autres termes, nous introduisons le commerce libre, nous permettons un certain développement du capitalisme, nous introduisons la Nep pour développer nos forces productrices, pour augmenter la quantité de produits existant dans notre pays, pour renforcer notre alliance avec le paysan moyen.

Cette alliance constitue la base des concessions que nous faisons dans la ligne générale de la Nep. Telle est la position de Lénine dans cette question.

Lénine savait-il alors que la Nep serait utilisée par les spéculateurs, les capitalistes et les koulaks? Naturellement oui. Mais il ne s'ensuit pas que la Nep soit une concession aux koulaks et aux capitalistes, car la Nep, en général, et le commerce, en particulier, sont utilisés non seulement par les capitalistes et les koulaks, mais aussi par les organes de l'Etat et la coopération, car ce ne sont pas seulement les koulaks et les capitalistes qui pratiquent le commerce, mais aussi les organes de l'Etat et la coopération, qui, quand ils auront appris le commerce, arriveront à dominer peu à peu le marché et souderont ainsi notre industrie à notre agriculture.

Ainsi les concessions que nous avons faites tendent essentiellement à renforcer notre alliance avec la paysannerie. Ne pas le comprendre, c'est considérer la question non pas en léniniste, mais en vulgaire

libéral.

QUI S'EST TROMPE ?

Le camarade Sokolnikov a déclaré encore :

Depuis l'automne dernier, nous avons éprouvé de nombreux revers sur le front économique, du fait que nous avons surestimé nos forces, la maturité sociale et politique de notre régime et les possibilités de l'Etat de pouvoir diriger dès aujourd'hui toute la vie économique de notre pays.

Ainsi, d'après Sokolnikov, les erreurs de calcul qui ont été commises dans la campagne d'approvisionnement en céréales et dans le domaine du commerce extérieur proviennent non pas de ce que nos organes dirigeants se sont trompés, mais tout simplement de ce qu'on a surestimé le degré de maturité de notre économie.

C'est, paraît-il, Boukharine qui est le principal responsable de ces erreurs.

Certes, dans un discours, on peut parfois forcer la note, ce que fait souvent Sokolnikov. Mais il y a des limites à tout. Comment peut-on apporter de pareilles affirmations devant le congrès?

Sokolnikov ne sait-il pas qu'au début du mois de novembre le Bureau politique, dans une séance spéciale, a discuté les questions de l'approvisionnement en céréales et du commerce extérieur et corrigé les erreurs commises par les organes dirigeants de la vie économique? Or, ces erreurs ont été corrigées par la majorité du Comité central qui, d'après Sokolnikov, surestime nos possibilités socialistes.

Comment peut-on dire de telles fadaïses à un congrès? Et que viennent faire là Boukharine et son « école » ? Sokolnikov ne sait-il

pas que le compte rendu sténographié des discours prononcés à la séance du C. C. au sujet de nos erreurs d'évaluation a été envoyé à tous les comités de gouvernements? Comment peut-on s'élever contre l'évidence des faits?

Comment Sokolnikov défend les paysans pauvres

Sokolnikov a déclaré également qu'il s'est toujours efforcé, en qualité de commissaire aux Finances, de conserver à nos impôts agricoles le caractère d'impôts sur le revenu, mais qu'on lui a créé des difficultés en ne lui permettant pas de défendre les paysans pauvres et de faire pression sur les koulaks.

C'est faux. C'est là une calomnie contre notre parti. La question de la transformation officielle de l'impôt agricole en impôt sur le revenu — je dis officielle, car en fait cet impôt est un impôt sur le revenu — cette question, dis-je, avait été posée à l'assemblée plénière du C. C. en octobre dernier, mais tout le monde, sauf Sokolnikov, avait été d'avis qu'elle ne devait pas être examinée au congrès, car les matériaux n'étaient pas encore prêts.

D'ailleurs, Sokolnikov, alors, n'avait pas insisté sur sa proposition. Or, maintenant, le voilà qui cherche à exploiter cette affaire contre le C. C. non pas évidemment dans l'intérêt des paysans pauvres, mais dans l'intérêt de l'opposition. Eh bien, puisque Sokolnikov parle ici des paysans pauvres, permettez-moi de vous communiquer un fait qui montrera la position véritable de ce soi-disant défenseur juré des paysans pauvres.

Il n'y a pas très longtemps, le camarade Milioutine, commissaire aux finances pour la R. S. F. S. R., avait pris la décision de supprimer complètement l'impôt pour les paysans pauvres dont le total des contributions est inférieur à un rouble, d'autant plus que les frais de perception de cet impôt, qui ne rapporte que 400.000 roubles environ, sont aussi élevés que ses recettes. Or, qu'a fait Sokolnikov,

ce défenseur juré des paysans pauvres, en qualité de commissaire aux Finances de l'Union Soviétique? Il a tout simplement annulé la décision de Milioutine. A cette occasion, nous avons reçu des protestations de quinze comités de gouvernements.

Mais Sokolnikov a maintenu énergiquement son point de vue. Il a fallu la pression du Comité central pour le décider à retirer son interdiction. Et c'est cela que Sokolnikov appelle défendre les intérêts des paysans pauvres? Et il a l'audace de faire des reproches au Comité central !

LUTTE IDEOLOGIQUE OU CAMPAGNE DE CALOMNIES?

On a distribué, hier, aux délégués du congrès, de la « documentation sur les questions en discussion ». Dans cette documentation, on prétend qu'en avril dernier, je me serais prononcé favorablement au sujet du rétablissement de la propriété privée du sol devant une délégation de correspondants paysans.

On a publié également, dans le journal paysan *Biednota*, des « impressions » analogues d'un correspondant paysan. Je ne l'ai appris qu'au mois de novembre de cette année, mais quelques mois avant, en avril, des bruits semblables avaient été lancés dans le monde entier par une agence de presse bourgeoise de Riga.

Nos camarades, à Paris, nous ont fait connaître ces bruits et ont demandé au commissaire des Affaires étrangères de les démentir. J'ai répondu, à cette époque, que si Tchitchérine jugeait nécessaire de démentir toutes les absurdités et tous les ragots qui courent sur notre compte, il n'avait qu'à le faire.

Les auteurs du fameux « recueil » connaissent parfaitement ces faits. Dès lors, comment peuvent-ils répandre une pareille absurdité? Comment l'opposition peut-elle s'abaisser jusqu'à employer les méthodes de l'agence de presse de Riga? Malgré l'absurdité évidente

de ces bruits, et quoique je considère un démenti à ce sujet comme superflu, j'ai adressé la lettre suivante à la direction de la *Biednota* :
Camarade rédacteur,

J'ai appris dernièrement que, dans un article publié dans la *Biednota* du 5 avril 1925, concernant un entretien que j'ai eu avec une délégation de correspondants paysans, on écrit que je me suis prononcé en faveur de la confirmation juridique de la propriété du sol pour quarante ans et davantage, que j'ai admis l'idée de la propriété individuelle du sol, etc.

Quoique cette communication fantaisiste n'ait besoin d'aucun démenti, étant donné son absurdité évidente, je vous prie cependant de faire savoir aux lecteurs de la *Biednota* qu'elle n'est qu'un mensonge grossier et que son auteur en porte entièrement la responsabilité.

J. Staline.

Les auteurs de la « documentation » ont certainement connaissance de cette lettre. Alors pourquoi continuent-ils à répandre de pareilles fables ? On prétend que c'est là de la lutte idéologique. En russe, cela s'appelle de la calomnie.

LA NEP

Dans son discours, la camarade Kroupskaïa dit :

La Nep, c'est, en somme, du capitalisme, mais du capitalisme admis à certaines conditions et que l'Etat prolétarien tient en laisse.

Est-ce exact? Oui et non. C'est un fait que nous maintenons le capitalisme dans certaines limites, mais dire que la Nep est du capitalisme, c'est une absurdité.

La Nep est une politique de l'Etat prolétarien par laquelle on autorise

le capitalisme, tout en conservant à l'Etat les postes de commandement; c'est une politique basée sur la lutte entre les éléments socialistes et les éléments capitalistes, sur le développement croissant des premiers aux dépens des seconds et sur leur victoire finale; c'est une politique tendant à la suppression des classes et à la création des bases de l'économie socialiste.

Ne pas comprendre ce caractère double, transitoire de la Nep, c'est ne pas comprendre le léninisme. Si la Nep était du capitalisme, Lénine aurait dit : « La Russie capitaliste deviendra la Russie socialiste ». Mais pourquoi Lénine a-t-il choisi une autre formule et dit : « La Russie de la Nep deviendra la Russie socialiste » ?

L'opposition approuve-t-elle, oui ou non, la formule de la camarade Kroupskaïa, selon laquelle la Nep est du capitalisme? Je crois qu'il ne se trouvera pas un membre du congrès pour l'approuver. Que la camarade Kroupskaïa me pardonne, mais elle a dit sur la Nep une absurdité. Ce n'est pas ainsi que l'on défend Lénine contre Boukharine.

DU CAPITALISME D'ETAT

C'est à cette question qu'est liée l'erreur du camarade Boukharine. En quoi consistait cette erreur? Lénine affirmait que le capitalisme d'Etat était compatible avec le système de la dictature du prolétariat. Boukharine le niait. Lui, et le groupe des communistes de gauche, auquel appartenait le camarade Safarov, étaient d'avis que le capitalisme d'Etat était incompatible avec le système de la dictature du prolétariat. Naturellement, c'est Lénine qui avait raison, et Boukharine qui avait tort. Boukharine a reconnu son erreur.

Mais si, aujourd'hui, il déclare qu'il y a eu entre lui et Lénine des divergences dans la question du capitalisme d'Etat, je pense que c'est un simple malentendu, car la politique qu'il défend aujourd'hui, c'est celle de Lénine. Ce n'est pas Lénine qui est venu à Boukharine,

mais, au contraire, Boukharine qui est venu à Lénine, et c'est pourquoi nous sommes aujourd'hui, et nous continuerons d'être, avec Boukharine. (*Applaudissements.*)

L'erreur principale des camarades Kaménev et Zinoviev consiste à traiter scolastiquement, abstraitement, d'une façon antidialectique, en dehors de la situation historique présente, la question du capitalisme d'Etat. Une telle façon de traiter la question est en contradiction avec tout l'esprit du léninisme.

Comment Lénine pose-t-il la question? En 1921, à l'époque où notre industrie était encore peu développée, où les paysans avaient besoin de marchandises, où l'industrie ne pouvait pas faire de progrès, où les ouvriers, au lieu de se consacrer entièrement à la production, faisaient surtout des briquets, Lénine estimait que le meilleur moyen était d'attirer le capital étranger, de rétablir, grâce à son aide, l'industrie, par conséquent, d'introduire le capitalisme d'Etat et d'établir, par son intermédiaire, l'alliance entre le pouvoir soviétiste et la campagne.

Cette politique était, à l'époque, entièrement juste, car alors nous n'avions pas d'autre possibilité de satisfaire la paysannerie. Lénine considérait-il alors le capitalisme d'Etat, en tant que forme dominante de notre économie, comme possible et souhaitable? Oui, mais c'était en 1921.

Mais peut-on dire aujourd'hui que nous n'avons pas d'industrie, que les transports ne fonctionnent pas, que nous n'avons pas de combustible, etc.? Peut-on nier que notre industrie et notre commerce soient déjà en train d'établir par leurs propres moyens le contact entre notre industrie et l'agriculture?

Peut-on nier que, dans notre industrie elle-même, les rôles du « capitalisme d'Etat » et du « socialisme » soient inversés, que l'industrie socialiste soit devenue prépondérante et que l'importance

des concessions et des entreprises affermées soit minime?

Non, on ne peut le nier. Déjà, en 1922, Lénine disait que nous n'étions pas arrivés à grand'chose en ce qui concerne les concessions et l'affermage d'entreprises.

Ainsi, depuis 1921, la situation s'est considérablement modifiée; notre industrie socialiste et le commerce étatique et coopératif ont déjà réussi à devenir une force prépondérante; nous sommes parvenus, par nos propres forces, à réaliser la soudure de la Ville et de la campagne, et les formes les plus accusées du capitalisme d'Etat, savoir les concessions et les affermages d'entreprises, n'ont pas eu un sérieux développement.

En 1925, dire que le capitalisme d'Etat est la forme dominante de notre économie, c'est ne pas voir le caractère socialiste de notre industrie d'Etat, c'est ne pas comprendre toute la différence qui existe entre la situation d'alors et la situation présente, c'est traiter la question du capitalisme d'Etat non pas dialectiquement, mais d'une façon scolastique, métaphysique.

Dans son discours, Sokolnikov a déclaré :

Notre commerce extérieur est mené comme une entreprise de capitalisme d'Etat... Nos sociétés de commerce intérieur sont également des entreprises de capitalisme d'Etat, et je dois dire, camarades, que la Banque d'Etat est également une entreprise de capitalisme d'Etat. De même, notre système monétaire est tout imprégné du principe de l'économie capitaliste.

Si Sokolnikov avait continué, il serait peut-être allé jusqu'à dire que le commissariat des Finances est également une entreprise de capitalisme d'Etat. Jusqu'à présent tout le monde pensait que la Banque d'Etat était une partie de l'appareil étatique, que notre commissariat du commerce extérieur, abstraction faite de ses

entreprises auxiliaires de capitalisme d'Etat, était également une partie de notre appareil étatique et que cet appareil était du type prolétarien. Jusqu'à présent, nous pensions tous que le pouvoir prolétarien est le seul propriétaire de ces institutions.

Mais Sokolnikov déclare aujourd'hui que ces institutions, qui constituent une partie de notre appareil d'Etat, sont en réalité des institutions de capitalisme d'Etat. Peut-être, d'après Sokolnikov, notre appareil d'Etat est-il lui-même du capitalisme d'Etat, et non pas un type d'Etat prolétarien, comme le croyait Lénine.

Et pourquoi pas? Notre appareil d'Etat ne se sert-il pas d'un système monétaire « imprégné des principes de l'économie capitaliste », comme dit Sokolnikov?

Or, permettez-moi tout d'abord de faire connaître le point de vue de Lénine sur le caractère et la signification de la Banque d'Etat. Je tire ma citation de la brochure intitulée

Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir? brochure écrite en 1917, à une époque où Lénine défendait encore le principe du contrôle ouvrier de l'industrie, et non pas celui de la nationalisation, et où, cependant, il déclare que la Banque d'Etat, dans les mains de l'Etat prolétarien, est pour les neuf dixièmes une institution socialiste.

Voici ce qu'il dit à ce propos :

Les grandes banques sont l' « appareil étatique » qui nous est nécessaire pour la réalisation du socialisme et, de ce magnifique appareil en plein fonctionnement, déjà tout préparé que nous enlevons au capitalisme, il ne nous reste qu'à retrancher ce qui le défigure, afin de le rendre encore plus puissant, plus large, plus démocratique.

La quantité deviendra qualité. Une seule immense Banque d'Etat

avec des succursales dans chaque canton, dans chaque usine, c'est déjà les neuf dixièmes de l'appareil *socialiste*.

C'est la *comptabilité* nationale, l'enregistrement national de la production et de la répartition, c'est, pour ainsi dire, *l'ossature* de la société socialiste.

Comparez ces paroles au discours de Sokolnikov et vous comprendrez toute l'étendue de l'erreur de ce dernier. Sokolnikov ne comprend pas le caractère double de la Nep, le caractère double du commerce dans les conditions actuelles de la lutte entre les éléments socialistes et les éléments capitalistes de la Nep; il ne comprend pas la dialectique du développement dans les conditions de la période transitoire, où les méthodes et les instruments de la bourgeoisie sont utilisés avec succès par les éléments socialistes en vue de la suppression des éléments capitalistes.

Que le commerce et le système monétaire soient des méthodes de l'« économie capitaliste » là n'est pas la question. L'important, c'est que les éléments socialistes de notre économie luttant contre les éléments capitalistes s'emparent de ces méthodes, de ces instruments de la bourgeoisie, pour surmonter les éléments capitalistes et les emploient avec *succès contre* le capitalisme pour la pose des fondements socialistes de notre économie.

Grâce à la dialectique de notre développement, les fonctions et la destination de ces instruments de la bourgeoisie se transforment fondamentalement à l'avantage du socialisme et aux dépens du capitalisme.

Permettez-moi maintenant de me référer à Lénine dans la question du caractère historique du capitalisme d'Etat et de faire une citation montrant quand et pourquoi Lénine proposait le capitalisme d'Etat comme forme dominante et dans quelles conditions concrètes il jugeait nécessaire de l'introduire.

Nous ne devons pas oublier la façon socialiste dont les ouvriers se comportent dans les entreprises appartenant à l'Etat, où ils rassemblent eux-mêmes le combustible, les matières premières et les produits, et s'efforcent de répartir ces produits parmi les paysans, en les transportant par leurs propres moyens.

C'est là du socialisme.

Mais, parallèlement à ce socialisme, nous avons la petite production qui, très souvent, en est indépendante. Pourquoi en est-elle indépendante? Parce que la grande production n'a pas encore été rétablie, parce que les entreprises socialistes ne reçoivent qu'un dixième environ de ce qu'elles devraient recevoir.

La dévastation du pays, le manque de combustible, de matières premières et de moyens de transport font que la petite production reste indépendante de la production socialiste. Dans de telles conditions, qu'est-ce que le capitalisme d'Etat? C'est l'union de la petite production.

Le capital groupe la petite production et se développe grâce à elle. Il faut voir les choses comme elles sont. Certes, *liberté du commerce* signifie *développement du capitalisme*. C'est incontestable.

Là où existe la petite production et la liberté de l'échange, le capitalisme apparaît. Mais avons-nous à craindre ce capitalisme si nous avons en mains les usines, les entreprises, les transports et le commerce extérieur? C'est pourquoi je répète encore une fois ce que j'ai toujours dit, à savoir que nous n'avons pas à redouter un tel capitalisme. Ce capitalisme, c'est les concessions.

C'est ainsi que Lénine considérait la question du capitalisme d'Etat. En 1921, à une époque où nous n'avions presque pas d'industrie, où nous ne possédions pas de matières premières, où le transport ne fonctionnait presque pas, Lénine proposa le capitalisme d'Etat

comme un moyen de lier l'industrie à l'agriculture. C'était là une politique juste. Mais s'ensuit-il que Lénine considérât cette politique comme juste et souhaitable pour toutes les situations? Naturellement non. S'il a adopté cette politique, c'est pour nous permettre d'avoir une industrie socialiste développée.

Et maintenant, peut-on dire que nous n'avons pas d'industrie développée ? Non. L'industrie d'Etat a fait d'énormes progrès, le commerce, les coopératives se sont fortement développés, et le contact entre la ville et la campagne a été renforcé, grâce à l'industrie socialiste.

Notre situation est devenue meilleure que nous ne l'espérions. Comment peut-on donc dire, après cela, que le capitalisme d'Etat représente la forme principale de notre économie ?

L'erreur de l'opposition, c'est précisément de ne pas vouloir comprendre ces choses élémentaires.

ZINOVIEV ET LA PAYSANNERIE

J'ai dit dans mon rapport, et d'autres camarades l'ont confirmé, que Zinoviev a une tendance bien marquée à sous-estimer le paysan moyen, qu'il y a peu de temps encore, il était pour la neutralisation du paysan moyen et que ce n'est que maintenant, après la lutte à l'intérieur du parti, qu'il essaye de soutenir un autre point de vue : celui d'une alliance solide avec le paysan moyen. Permettez-moi à ce sujet de vous présenter quelques documents.

Dans son article intitulé « De la bolchévisation », Zinoviev écrit, dans la *Pravda* du 13 janvier 1925 :

Il existe une série de tâches communes à tous les partis de l'Internationale communiste. Telles sont, par exemple... celle qui consiste à se rapprocher de la paysannerie. Il est, dans la population rurale du monde entier, trois couches différentes que nous devons et

pouvons conquérir pour en faire des alliés du prolétariat. Ce sont le prolétariat agricole, le semi-prolétariat et les petits paysans qui n'emploient aucun travail salarié. Il existe encore une autre couche de la classe paysanne (les paysans moyens) qu'il faut tout au moins neutraliser.

Voilà ce qu'écrivait Zinoviev sur le paysan moyen, quatre ans après le VIII^e congrès du parti, où Lénine a repoussé le mot d'ordre de la neutralisation du paysan moyen et l'a remplacé par le mot d'ordre de l'alliance ferme avec ce dernier. Bakaïev demande ce qu'il y a de si mauvais là-dedans.

Comparez, je vous prie, l'article de Zinoviev à la thèse dans laquelle Lénine déclare que nous devons miser sur le paysan moyen et dites-moi si Zinoviev, oui ou non, s'est écarté de la thèse de Lénine. (*Un délégué* : On sous-entend par là les autres pays, sauf la Russie.) L'objection n'est pas valable, camarades, car, dans son article, Zinoviev parle des « tâches communes à tous les partis de l'I.C. ». Allez-vous nier que le P. C. de l'U. R. S. S. soit aussi une partie de l'I.C.? Zinoviev dit nettement : « tous les partis ». (*La délégation de Leningrad* : A certains moments.)

Comparez la citation dans laquelle Zinoviev parle de *neutralisation* et le passage du discours dans lequel Lénine déclare au VIII^e congrès qu'il nous faut une *alliance solide* avec le paysan moyen et vous comprendrez qu'entre Lénine et Zinoviev il n'y a rien de commun.

Il est caractéristique que le camarade Larine, qui est partisan d'une deuxième révolution à la campagne, n'a pas hésité, après avoir lu cet article du camarade Zinoviev, à se rallier à lui. Quoique Larine, ces derniers jours, soit intervenu, et avec assez de bonheur, contre Kaménev et Zinoviev, je crois qu'il existe certaines divergences d'opinion entre lui et nous, et c'est pourquoi nous devons ici marquer nettement ces divergences. Voici ce que dit Larine de l'article en

question de Zinoviev:

Zinoviev a très justement formulé la politique à adopter à l'égard de la paysannerie pour tous les partis de l'I.C.

Larine proteste et déclare que, dans son livre, il a dit qu'il n'était pas d'accord avec Zinoviev dans la mesure où celui-ci étend également à la Russie le mot d'ordre de la neutralisation des paysans moyens. Il est exact qu'il a déclaré dans son livre que le mot d'ordre de la neutralisation des paysans moyens était insuffisant pour nous et que nous devons faire un pas plus loin dans le but d'un « accord avec le paysan moyen contre le koulak ».

Mais, dans sa théorie de la « deuxième révolution » contre la tyrannie des koulaks, Larine s'éloigne de nous et se rapproche de Zinoviev, ce qui m'oblige à déclarer ici nettement que nous ne sommes pas d'accord avec lui.

Dans son ouvrage *Le léninisme*, Zinoviev cite le passage suivant de Lénine, qui se rapporte à l'année 1918 :

Avec l'ensemble de la paysannerie jusqu'à la fin de la révolution démocratique-bourgeoise, avec la partie pauvre, prolétarienne et semi-prolétarienne de la paysannerie, en avant, vers la révolution socialiste!

Et Zinoviev d'en tirer les conclusions suivantes :

Le problème fondamental qui nous occupe aujourd'hui est parfaitement éclairé par cette phrase de Lénine. *On ne peut rien y ajouter, rien en retrancher*. Tout a été dit ici avec la concision et la perspicacité habituelles à Lénine.

Telle est, d'après Zinoviev, la caractéristique fondamentale du léninisme dans la question paysanne. Avec l'ensemble de la

bourgeoisie contre le tsar et les propriétaires fonciers pour faire la révolution bourgeoise. Avec les paysans pauvres contre la bourgeoisie pour faire la révolution prolétarienne. Mais que fait Zinoviev du troisième mot d'ordre de Lénine : avec le paysan moyen contre le koulak, pour construire le socialisme?

Zinoviev dit qu'il n'y a rien à ajouter ici, mais si l'on n'ajoute pas le troisième mot d'ordre de Lénine : celui de l'alliance solide du prolétariat avec le paysan pauvre et avec le paysan moyen, on risque fort de dénaturer Lénine, comme le fait Zinoviev. Est-ce par hasard que Zinoviev a oublié le troisième mot d'ordre de Lénine, qui est le mot d'ordre le plus actuel? Non, ce n'est pas hasard, puisqu'il est pour la neutralisation du paysan moyen.

Dans son article intitulé « La philosophie de l'époque », du moins dans le texte original de cet article, sans les corrections qui y ont été apportées ensuite par les autres membres du Bureau politique, Zinoviev parle de tout, des paysans pauvres, des koulaks, des capitalistes, de l'égalité, des erreurs de Boukharine, mais il ne dit pas un mot des paysans moyens, ni du plan coopératif de Lénine, quoique l'article soit intitulé « La philosophie de l'époque ».

Molotov m'ayant envoyé cet article (j'étais alors en voyage), je répondis par une violente critique, car on ne saurait tolérer que, pendant un an, Zinoviev passe sous silence ou dénature les traits caractéristiques du léninisme dans la question paysanne, le mot d'ordre de l'alliance avec la masse fondamentale de la paysannerie. Voici ce que je répondis alors à Molotov :

Dans son article « La philosophie de l'époque », Zinoviev dévie de la ligne [politique du parti à peu près comme Larine. Il y parle de la quatorzième conférence du parti, mais il oublie le principal sujet traité à cette conférence : le paysan moyen et la coopération.

C'est pourquoi parler d'une lutte pour l' « interprétation » des

décisions de la 14^e conférence, tout en passant sous silence l'objet principal de cette conférence, c'est chercher, en réalité, à en violer les décisions. Comparer Boukharine à Stolypine, comme le fait Zinoviev, c'est tout simplement calomnier Boukharine. Car, on pourrait également comparer Lénine à Stolypine, puisque Lénine a dit : Commercez et apprenez à commercer.

Le mot d'ordre d'égalité dans le moment présent, c'est de la démagogie socialiste-révolutionnaire. Il ne peut pas y avoir d'égalité tant qu'il y a des classes, et tant qu'il y a du travail qualifié et du travail non qualifié (V. Lénine : *L'Etat et la révolution*).

On doit parler non pas d'une égalité indéterminée, mais de la suppression des classes, du socialisme. Dire que notre révolution n'est pas classique, c'est rouler au menchévisme. A mon avis, il faut remanier complètement l'article, de façon qu'il n'ait pas le caractère d'une plate-forme pour le 14^e congrès.

12 septembre 1925.

Staline.

Je suis prêt à soutenir chaque mot, chaque phrase de cette lettre.

On ne doit pas, dans un article se proposant de fournir des directives générales, parler d'égalité sans spécifier exactement de quelle égalité il s'agit : égalité des paysans avec la classe ouvrière, égalité à l'intérieur de la paysannerie, égalité dans la classe ouvrière entre ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés, égalité dans le sens de la suppression des classes.

Dans un pareil article, on ne doit pas passer sous silence les mots d'ordre actuels du parti dans la politique paysanne. On ne doit pas lancer des phrases sur l'égalité, car c'est jouer avec le feu, de même qu'on ne doit pas se targuer de léninisme, si l'on passe sous silence le

mot d'ordre principal du léninisme dans la question paysanne.

Ainsi, j'ai cité trois documents dans lesquels Zinoviev s'est constamment trompé dans la question paysanne. Est-ce là un hasard? Vous voyez que non.

Tout récemment, Zinoviev, dans son rapport de Léninegrad, s'est enfin décidé à défendre le mot d'ordre de l'alliance avec la paysannerie moyenne. Il l'a fait après la lutte, les débats, les conflits qui se sont produits au sein du Comité central. C'est très bien, mais je ne suis pas sûr qu'il ne retombe pas dans ses erreurs, car nous avons vu qu'il n'a jamais eu dans la question paysanne la ligne nette qui est nécessaire.

En 1924, Zinoviev soutint, à l'assemblée plénière du Comité central, la politique de l'organisation de fractions de paysans sans-parti, au centre et en province. La proposition fut repoussée.

Peu avant, Zinoviev se vantait même d'avoir un « penchant paysan ». Voici ce qu'il disait, par exemple, au 12^e congrès du parti :

Quand on me dit : Vous avez un « penchant » pour la paysannerie, je réponds : Parfaitement, nous ne devons pas seulement nous « pencher » vers la paysannerie et ses besoins économiques, nous devons nous *incliner* et, s'il le faut, nous *agenouiller* devant les besoins économiques de ceux des paysans qui suivent notre prolétariat.

Vous entendez : « nous pencher », « nous incliner »; « nous agenouiller ». (*Rires, applaudissements.*)

Lorsque la situation de la paysannerie commença à s'améliorer, Zinoviev revint de son « emballement », prit en suspicion le paysan moyen et proclama le mot d'ordre de neutralisation. Quelque temps plus tard, il accomplit une nouvelle « évolution », exigea en somme

la révision des décisions de la XIV^e conférence (« La philosophie de l'époque ») et, accusant presque tout le Comité central de déviation paysanne, fit encore plus résolument volte-face contre le paysan moyen. Enfin, au XIV^e congrès, il se tourne de nouveau vers l'alliance avec le paysan moyen, et probablement va-t-il encore se vanter de « s'agenouiller » devant la paysannerie.

Après cela, quelle garantie avons-nous que Zinoviev n'aura pas encore demain une « petite évolution » ? C'est là du tangage, camarades, et non de la politique. (*Rires, applaudissements.*) C'est là de l'hystérie et non de la politique.

On dit qu'il ne faut pas accorder d'attention spéciale à la lutte contre la seconde déviation. C'est une erreur. Nous avons deux déviations : celle de Bogouchevsky et celle de Zinoviev, mais vous comprenez bien que Bogouchevsky ne saurait se comparer à Zinoviev. Bogouchevsky est un homme fini. (*Rires.*)

Il n'a pas d'organe à lui; par contre, Zinoviev a son organe, qui continue jusqu'à présent sa lutte contre le Comité central. Cet organe, c'est la *Pravda de Léningrad*. Le terme de « bolchévisme moyen », lancé récemment par la *Pravda de Léningrad*, n'indique-t-il pas que ce journal s'est écarté du léninisme dans la question paysanne? Ce seul fait ne montre-t-il pas que la lutte contre la seconde déviation est plus dure que contre la première?

C'est pourquoi il nous faut préparer spécialement le parti à la lutte contre cette seconde déviation, qui est particulièrement forte et sur laquelle il nous faut concentrer notre feu. (*Applaudissements.*)

HISTORIQUE DE NOS DIVERGENCES

Les divergences qui se sont fait jour dans la majorité du Comité central ont commencé lorsque nous avons eu à décider « ce qu'il fallait faire du camarade Trotsky ». C'était à la fin de 1924. Le

groupe de Léninegrad proposa au début d'exclure Trotsky du parti. La majorité du Comité central combattit cette proposition, et nous arrivâmes finalement à convaincre les camarades de Léninegrad qu'il fallait supprimer dans leur proposition le point concernant l'exclusion. Quelque temps après, les camarades de Léninegrad, soutenus par Kaménev, proposaient l'exclusion immédiate du camarade Trotsky du Bureau Politique.

Nous nous prononçâmes également contre cette proposition, car nous savions que la politique de la guillotine comporte de graves dangers. La méthode de la guillotine peut devenir contagieuse. Aujourd'hui, on guillotine l'un, demain on guillotine l'autre, après demain un troisième, et que reste-t-il dans le parti? (*Applaudissements.*)

La deuxième question qui provoqua parmi nous des divergences d'opinion, fut la polémique de Sarkiss contre Boukharine. Sarkiss avait reproché à Boukharine d'avoir un point de vue syndicaliste, non-bolchéviste, sur la question des correspondants ouvriers et paysans. C'était une erreur de sa part et il l'a reconnu ouvertement. C'est ce qui permit d'éviter une discussion publique.

La troisième question fut celle des Jeunesses communistes de Léninegrad. Vous savez que les Jeunesses de Léninegrad avaient essayé, par-dessus la tête du Comité central de l'U. J. C., de convoquer une espèce de conférence panrusse des Jeunesses. Vous connaissez la décision du C. C. du P. C. R. à ce sujet.

Nous ne pouvions pas permettre qu'à côté du Comité central des Jeunesses il se constituât un autre Comité central lui faisant concurrence. C'est pourquoi le C. C. du parti dut prendre à ce sujet les mesures nécessaires et, entre autres, relever Safarov de son poste de directeur du Comité des Jeunesses du gouvernement de Léninegrad.

Cet incident montra que les camarades de Léninegrad avaient tendance à transformer leur organisation de Léninegrad en un centre de lutte contre le C. C. du parti.

La quatrième question litigieuse fut la proposition faite par Zinoviev de créer à Léninegrad une revue théorique spéciale, sous la rédaction des camarades Zinoviev, Safarov, Vardine, Sarkiss et Tarkhanov. Nous nous opposâmes à cette proposition, car nous pensions qu'une telle revue, existant parallèlement à la revue *Le bolchevik* de Moscou, se transformerait inévitablement en un organe de fraction de l'opposition et constituerait un danger pour l'unité du parti. En d'autres termes, nous avons interdit la publication de cette revue. On veut nous effrayer maintenant avec le mot interdiction.

C'est une absurdité. Nous ne sommes pas des libéraux. Nous plaçons les intérêts du parti au-dessus des soucis de la démocratie formelle. Oui, nous avons interdit la publication d'un organe de fraction, et nous continuerons à agir de même dans l'avenir. (*Applaudissements.*)

Cet incident montra également que le groupe des leaders de Léninegrad se constituait en fraction.

Puis, vint la polémique contre Boukharine. Je fais allusion au mot d'ordre lancé par lui : *Enrichissez-vous*. C'est au mois d'avril que Boukharine lança ce mot d'ordre. Deux jours après, se réunissait la conférence nationale de notre parti. Je déclarai moi-même au Présidium de cette conférence, en présence des camarades Sokolnikov, Zinoviev, Kaménev et Kalinine, que le mot d'ordre *Enrichissez-vous*, n'était pas notre mot d'ordre. Je ne me rappelle pas que Boukharine ait protesté d'une façon quelconque contre cette affirmation. Lorsque Larine demanda à la conférence la parole, pour parler contre Boukharine, ce fut Zinoviev lui-même qui s'opposa à ce qu'on attaquât Boukharine.

Quelque temps après la camarade Kroupskaïa écrivit un article contre Boukharine et en demanda la publication. Boukharine répondit à son tour par un article contre Kroupskaïa.

La majorité du Comité central décida de ne publier aucun des deux articles et de ne pas ouvrir de discussion à ce sujet, mais de proposer à Boukharine de faire dans la presse une déclaration publique sur l'erreur qu'il avait commise en lançant le mot d'ordre : *Enrichissez-vous*. Boukharine accepte et, à son retour de congé, dans un article contre Oustrialov, reconnaît son erreur.

Actuellement Kaménev et Zinoviev s'indignent que nous ayons interdit la publication de l'article de Kroupskaïa. Tout d'abord, nous avons interdit non seulement l'article de Kroupskaïa, mais aussi celui de Boukharine. Ensuite, pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'interdire la publication de l'article de Kroupskaïa, si cela est nécessaire dans l'intérêt de l'unité du parti? Qu'est-ce que Kroupskaïa est de plus que tout autre militant responsable?

Est-ce que, par hasard, les intérêts de certains camarades devraient être mis au-dessus de ceux du parti? Les camarades de l'opposition ne savent-ils pas que, pour nous, bolcheviks, la démocratie formelle n'est qu'un mot creux et que les intérêts du parti l'emportent sur toute autre considération? (*Applaudissements.*)

Que les camarades de l'opposition nous indiquent un seul article défendant directement ou indirectement le mot d'ordre : *Enrichissez-vous*. Une fois seulement, Stetsky écrivit, dans l'organe central des Jeunesses, un article où il essayait de défendre ce mot d'ordre sous une forme adoucie, à peine perceptible. Et que se produisit-il? Le lendemain, le secrétariat du Comité central protesta auprès de la direction de ce journal, dans une lettre spéciale, signée par Molotov, Andréiev et moi. C'était le 2 juin 1925.

Quelques jours après, le Bureau d'organisation du C. C. décida, en

plein accord avec Boukharine, de déplacer le rédacteur en chef de ce journal. Voici un passage de cette lettre :

Nous estimons que certains passages de l'article de Stetsky intitulé « Nouvelle étape de la nouvelle politique économique » sont de nature à provoquer de la confusion. En effet, cet article défend, sous une forme adoucie, il est vrai, le mot d'ordre : *Enrichissez-vous*. Ce mot d'ordre n'est pas le nôtre. Il est faux. Il provoque toute une série de doutes et de malentendus.

Il ne doit pas trouver place dans un article de tête de l'organe des Jeunes. Notre mot d'ordre est l'accumulation socialiste. Nous levons les barrières administratives qui font obstacle au relèvement, à l'amélioration de la situation matérielle dans les villages. Cette opération facilite, évidemment, toute accumulation, tant socialiste que capitaliste privée, mais jamais le parti n'a dit que son mot d'ordre fût l'accumulation capitaliste privée.

L'opposition connaît tous ces faits. Pourquoi continue-t-elle alors sa campagne contre Boukharine?

Il est des camarades qui, en octobre 1917, ont commis des fautes en regard desquelles l'erreur de Boukharine ne mérite même pas d'être mentionnée. Ces camarades ne se sont pas seulement trompés à cette époque, ils ont eu l'audace de violer à deux reprises une importante décision du C. C. prise sous la direction et en présence de Lénine. Et, cependant, le parti a oublié ces erreurs, aussitôt que les camarades en question les ont reconnues.

En comparaison de ces erreurs, celle de Boukharine est insignifiante. Il n'a pas violé une seule décision du C. C.

Pourquoi donc continuer la campagne contre lui, quoiqu'il ait reconnu à plusieurs reprises son erreur ? Vous voulez la tête de Boukharine ? Eh bien, je vous le dis, vous ne l'aurez pas !

(Applaudissements.)

La situation a encore été aggravée par l'article de Zinoviev « La philosophie de l'époque » et par le rapport dans lequel Kaménev, à la fin de l'été, reprend à son compte les chiffres inexacts de l'Office de Statistique, selon lesquels 61 % du superflu de marchandises se trouvent dans les mains du paysan riche.

Sous la pression des camarades, Kaménev fut obligé de réparer cette erreur dans une déclaration spéciale au Conseil du Travail et de la Défense. Dans cette déclaration publiée dans la presse, il fit connaître que plus de la moitié des excédents de marchandises se trouvent dans les mains des paysans moyens. Cet incident, évidemment, contribua également à aggraver nos rapports.

D'autres conflits surgirent lors de l'assemblée plénière d'octobre, où l'opposition exigea une discussion publique et où l'on examina la question du « thermidor » soulevée par Zaloutsky.

Enfin, vint la conférence de Léningrad qui, dès le premier jour, ouvrit le feu contre le Comité central. Qu'on se rappelle les discours de Safarov, Sarkiss et autres, ainsi que le discours de Zinoviev avant la clôture de la conférence, discours dans lequel il appelait la conférence à la lutte contre l'organisation de Moscou et l'exhortait à choisir une délégation composée d'hommes prêts à marcher contre le C. C.

C'est pourquoi, des bolcheviks éprouvés, comme Komarov et Lobov, qui n'avaient pas accepté la plate-forme de la lutte contre le C. C, ne furent pas élus à cette délégation. Ils furent remplacés par Gordon et Tarkhanov, qui leur sont bien inférieurs. La seule faute de Komarov et de Lobov, c'est de n'avoir pas voulu marcher contre le C. C. Un mois auparavant, les camarades de Léningrad avaient proposé Komarov comme premier secrétaire de leur organisation. Or, que s'est-il passé en l'espace d'un mois pour que vous déplaciez

Komarov du secrétariat du Comité de Leningrad et l'écartiez de la délégation du congrès, lui qui est membre du Comité central et que vous aviez proposé quelques semaines avant comme premier secrétaire de votre organisation ?

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION

J'en viens maintenant à la plate-forme des camarades Zinoviev, Kaménev, Sokolnikov et Lachévitch. Leur plateforme est passablement originale. Elle contient des choses très différentes. Zinoviev dit autre chose que Kaménev, Lachévitch autre chose que les deux premiers, et Sokolnikov, autre chose encore que les trois précédents. Malgré cette diversité, il est un point cependant qui les unit, et ce point, quelque étrange et ridicule que cela paraisse, c'est la réforme du secrétariat du C. C.

Cette question a son histoire. Après le XII^e congrès, en 1923, un groupe de camarades avait élaboré une plate-forme comportant la suppression du B. P. et la transformation du secrétariat en un organe politique dirigeant, composé de Zinoviev, Trotsky et Staline. Quel était le but de cette proposition ?

C'était de diriger le parti sans Rykov, sans Kalinine, sans Tomsy, sans Molotov, sans Boukharine. Cette proposition fut repoussée alors à cause de son absurdité, et aussi de l'impossibilité de diriger le parti sans les camarades en question. A une question écrite qui me fut adressée à ce sujet de Kislovodsk, je répondis négativement et déclarai que, si les camarades maintenaient leur proposition, j'étais prêt à abandonner ma place sans bruit, sans discussion ouverte ou cachée et sans demander de garanties pour les droits de la minorité. (*Hilarité.*)

Aujourd'hui, au contraire, on ne veut plus supprimer le Bureau politique, mais lui accorder tous les pouvoirs. Je sais que la transformation du secrétariat serait très agréable à Kaménev, mais je

pense que le parti ne sera pas de son avis. Je doute qu'un secrétariat purement technique soit capable de préparer les questions qu'il doit présenter au Bureau d'organisation et au Bureau politique. On réclame les pleins pouvoirs pour le Bureau Politique.

Mais, est-ce qu'il ne les a pas? Est-ce que le secrétariat et le bureau d'organisation ne sont pas soumis au Bureau politique? Et l'assemblée plénière du C. C.? Pourquoi notre opposition n'en parle-t-elle pas? Ne voudrait-elle pas accorder au Bureau politique des pouvoirs plus étendus qu'à l'assemblée plénière du C. C.?

Vraiment, l'opposition n'a pas de chance avec sa plateforme sur la transformation du secrétariat.

LEUR « AMOUR DE LA PAIX »

Comment sortirons-nous de la situation actuelle? Voilà la question qui n'a cessé de nous préoccuper avant et pendant le congrès.

Ce qu'il nous faut, c'est l'unité du parti. L'opposition parle volontiers de nos difficultés. Mais il est une difficulté qui est beaucoup plus grave que toutes les autres et que l'opposition a créée elle-même : c'est le danger de la division et de la désorganisation du parti. (*Applaudissements.*) C'est cette difficulté qu'il faut surmonter tout d'abord. C'est dans ce but que nous avons, deux jours avant le congrès, proposé à l'opposition le compromis suivant, en vue d'un accord possible :

Les membres soussignés du Comité central estiment que la façon dont un certain nombre de dirigeants de l'organisation de Lénine ont préparé le congrès est en contradiction avec la politique du C. G. et est dirigée contre ceux qui sont partisans de cette politique à Lénine. Nous considérons la résolution de la conférence de Moscou comme parfaitement juste, tant au point de vue du fond que de la forme, et estimons que le C. C. doit combattre tous les courants

dirigés contre la ligne politique du parti et tendant à désorganiser ce dernier.

Néanmoins, pour maintenir l'unité et la paix dans le parti, et pour éviter que l'organisation de Léninegrad, qui est une des meilleures du parti, ne se détache peut-être du C. C, nous considérons qu'il est possible de faire une série de concessions, tout en confirmant au congrès la ligne politique du Comité central. A cet effet, nous faisons les propositions suivantes :

1° La résolution de la conférence de Moscou, atténuée dans quelques-unes de ses formules, sera à la base de la résolution sur le rapport du Comité central;

2° La lettre de la conférence de Léninegrad et la réponse au comité de Moscou seront publiées dans la presse;

3° Les membres du Bureau politique ne devront pas... s'attaquer mutuellement au congrès ;

4° Les discours au congrès devront marquer une désapprobation de la thèse de Sarkiss (régularisation de la composition du parti) et de celle de Safarov (capitalisme d'Etat) ;

5° La faute commise à l'égard de Komarov, Lobov et Moskine devra être réparée par des mesures d'organisation appropriées;

6° La décision du C. C. sur l'entrée d'un camarade de Leningrad au secrétariat du C. C. devra être appliquée immédiatement après le congrès ;

7° En vue d'établir une meilleure liaison avec le C. C. du parti, un camarade de Léninegrad entrera dans la rédaction de l'organe central;

8° Le rédacteur en chef de la *Pravda de Léninegrad*, Gladnev, étant trop faible, devra être remplacé, en accord avec le C. C, par un camarade mieux apte à remplir ce poste.

Kalinine, Staline, Boukharine, Rikov, Roudzoutak, Tomsky, Molotov, Dzerjinsky. 15/XII/25.

L'opposition n'a pas accepté ce compromis; elle a préféré engager la lutte ouverte au congrès. On voit maintenant ce qu'il faut penser de

son amour de la paix.

LE PARTI MAINTIENDRA SON UNITÉ

Nous nous maintenons sur le terrain de ce compromis. Dans notre projet de résolution, nous avons déjà, comme vous le savez, atténué certaines formules dans l'intérêt de l'unité du parti. Nous sommes contre la politique de la guillotine. Mais cela ne veut pas dire que les chefs aient le droit de faire impunément tout ce qui leur passe par la tête. Nous sommes pour l'unité. Le parti maintiendra l'unité et il l'obtiendra, avec Kaménev et Zinoviev, s'ils le veulent, sans eux, s'ils ne le veulent pas.

Mais l'unité exige que la minorité se soumette à la majorité. Sinon, il n'est pas d'unité, pas de parti possibles.

Nous sommes contre un organe spécial de discussion. Notre revue *Le bolchevik* contient une tribune de discussion. Cela suffit amplement. Il ne faut pas exagérer les discussions et oublier que nous sommes un parti de gouvernement. N'oublions pas que tout désaccord dans la direction du parti a sa répercussion dans le pays, et même à l'étranger, et nous fait un tort considérable.

Les organes du C. C. resteront, vraisemblablement, comme ils sont. Je ne pense pas que le parti consente à les briser. Le Bureau politique a déjà des pleins pouvoirs et est au-dessus de tous les autres organes du C. C., sauf l'assemblée plénière. L'organe souverain, c'est l'assemblée plénière qui tranche toutes les questions et qui rappelle ses chefs à l'ordre, quand ces derniers commencent à perdre la tête. (*Applaudissements.*)

L'unité du parti sera maintenue. Le parti ne peut être dirigé que par un collègue. Il serait absurde de rêver d'une autre sorte de direction après la mort de Lénine. Travail collectif, direction collective, unité dans le parti, unité au sein des organes du Comité central,

soumission de la minorité à la majorité, voilà ce qu'il nous faut actuellement.

En ce qui concerne les ouvriers de Léninegrad, je ne doute pas qu'ils restent, comme par le passé, au premier rang de notre parti. C'est avec eux que nous avons construit le parti et que nous l'avons développé; c'est avec eux que nous avons levé, en octobre 1917, l'étendard de l'insurrection et vaincu la bourgeoisie; c'est avec eux que nous avons lutté pour surmonter tous les obstacles et c'est avec eux que nous continuerons à lutter pour réaliser le socialisme. Je suis persuadé que les ouvriers communistes de Léninegrad ne resteront pas en arrière de leurs camarades des autres centres industriels dans la lutte pour l'unité léniniste du parti. (*Ovation prolongée. Les délégués chantent l'Internationale.*)